

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

21 DÉCEMBRE 2005

Projet de loi-programme

Procédure d'évocation

AMENDEMENTS

N° 1 DE M. BEKE ET MME DE SCHAMPHELAERE

Art. 2bis (nouveau)

Insérer dans le chapitre I^{er} un article 2bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 2bis. — § 1^{er}. À l'article 109, § 1^{er}, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, est ajouté un 7^oter libellé comme suit :

« 7^oter l'accomplissement, la préparation et la présentation d'examens et des stages obligatoires dans le cadre de l'enseignement ouvert et de l'enseignement à distance;

la préparation d'une procédure d'assessment auprès d'une instance de validation, qui peut délivrer des certificats d'aptitude en fonction de compétences acquises précédemment, sous réserve des modalités d'application déterminées par le Roi; »

Voir:

Documents du Sénat :

3-1492 - 2005/2006 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

21 DECEMBER 2005

Ontwerp van programmawet

Evocatieprocedure

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEER BEKE EN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Art. 2bis (nieuw)

In hoofdstuk I, een artikel 2bis (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 2bis. — § 1. Aan artikel 109, § 1, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij wet van 10 juni 1993, wordt een 7^oter toegevoegd luidende :

« Het volgen van, de voorbereiding op, het afleggen van examens en de verplichte stages in het kader van open-en afstandsonderwijs,

De voorbereiding van een assessmentprocedure bij een validerende instantie waarbij op basis van eerder verworven competenties bekwaamheidsbewijzen kunnen worden uitgereikt, onder voorbehoud van bijzondere toepassingsregels die de Koning vaststelt;

Zie:

Stukken van de Senaat :

3-1492 - 2005/2006 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

§ 2. L'article 2, § 5, de l'arrêté royal du 28 mars 1995 modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales, modifiée par la loi du 10 juin 1993, est remplacé par ce qui suit :

« Pour le travailleur qui suit une formation menant à un diplôme universitaire ou professionnel de bachelor ou master, délivré par une université ou une haute école belge ou un établissement belge assimilé aux universités ou aux hautes écoles, le nombre maximum d'heures est fixé à 180. »

Justification

Grâce à la mise en œuvre de la déclaration de Bologne, l'enseignement supérieur est en pleine expansion. Les résultats de cette évolution sont notamment l'instauration de la structure bachelier/master, la formation d'associations entre les écoles supérieures et les universités, l'intérêt apporté à l'apprentissage à vie, ...

D'un point de vue social et sociétal, l'apprentissage tout au long de la vie est un des points essentiels de toute l'opération. Dans ce contexte, il y a lieu de faire le lien avec le congé-éducation payé.

Grâce à la flexibilisation de l'enseignement supérieur, les formations peuvent également être offertes dans le cadre de l'enseignement à distance.

Cela signifie par définition que le nombre d'heures de contact (obligatoires) est très limité.

Dans un contexte éducatif modifié, où l'apprentissage se fait non plus uniquement dans le cadre d'un enseignement *ex cathedra*, mais également dans le cadre d'un enseignement ouvert et d'un enseignement à distance, la manière dont est réglé le congé-éducation payé pose des problèmes. L'accès à celui-ci n'est plus adapté aux évolutions qui ont cours aujourd'hui dans l'enseignement.

La législation actuelle prévoit que seul le nombre d'heures de présence effective aux cours peut être pris en compte pour déterminer le droit au congé-éducation payé.

Cette disposition pose des problèmes pour les écoles supérieures qui décident d'offrir des formations dans le cadre d'un enseignement ouvert ou d'un enseignement à distance et, surtout, pour les étudiants qui veulent suivre ces formations, dans la mesure où les personnes qui suivent ce type de formation n'ont pas droit au congé-éducation payé. On peut dire pourtant que la plupart de ces formations sont aussi sérieuses que les formations « ordinaires », que leurs programmes d'études sont comparables, que le temps total qui y est consacré (1500 à 1800 heures par an) est assez semblable et qu'ils entraînent une charge de travail pratiquement égale.

Nous savons par expérience que ceux qui optent pour ce genre de formation le font généralement pour des raisons professionnelles ou familiales. La combinaison du travail, de la famille et des études est en effet très difficile à gérer.

Il est éminemment souhaitable, pour de nombreux étudiants, qu'ils puissent avoir eux aussi droit au congé-éducation payé.

§ 2. Artikel 2, § 5, van het koninklijk besluit van 28 maart 1995 tot wijziging van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet van 10 juni 1993 wordt vervangen als volgt :

« Voor werknemers die een opleiding volgt die leidt tot een diploma van academische of professionele bachelor of master afgeleverd door een Belgische universiteit of hogeschool of een met de Belgische universiteiten of hogeschool gelijk gestelde inrichting wordt het maximum aantal uren op 180 vastgesteld. » »

Verantwoording

Met de implementatie van de zogenaamde Bologna-verklaring is het hoger onderwijs in volle ontwikkeling en expansie. Resultaten van deze evolutie zijn onder andere de invoering van een bachelor-master-structuur, de vorming van associaties tussen hogescholen en universiteiten, aandacht voor het levenslang leren, ...

« *Life long learning* » is sociaal en maatschappelijk gezien één van de belangrijke aandachtspunten in deze ganse operatie. In dit kader dient zonder meer ook de link gelegd te worden naar het « betaald educatief verlof. »

In het licht van de flexibilisering van het hoger onderwijs kunnen de opleidingen ook in afstandsonderwijs worden aangeboden.

Per definitie houdt dit in dat het aantal (verplichte) contacturen zeer beperkt is.

In een gewijzigde onderwijscontext waar « leren » niet enkel meer via *ex cathedra*-onderricht gebeurt, maar ook via bijvoorbeeld open- en afstandsonderwijs zijn er problemen met de wijze waarop het betaald educatief verlof is geregeld. De toegankelijkheid ervan is niet meer aangepast aan de moderne ontwikkelingen in het onderwijsveld.

De huidige wetgeving bepaalt dat enkel de uren effectieve aanwezigheid in de cursussen in aanmerking kunnen genomen worden voor de bepaling van het recht op educatief verlof.

Deze bepaling stelt de hogescholen en in het bijzonder de studenten voor problemen indien deze opleidingen wensen aan te bieden of te volgen via open- en afstandsonderwijs. Deze bepaling heeft immers voor gevolg dat mensen die een opleiding in open- en afstandsonderwijs volgen geen recht hebben op betaald educatief verlof. Toch zijn de meeste van deze opleidingen inzake studieprogramma, studieomvang (1 500 tot 1 800 uren/jaar) en studiebelasting even hoog als het programma aangeboden in het « gewone » opleidingskader.

De ervaring leert dat mensen die een dergelijke opleidingsvorm kiezen dit doorgaans doen omwille van werk- of familiale omstandigheden. De combinatie van werk, gezin en studie is immers een extra belastende factor.

Het zou voor vele studenten meer dan wenselijk zijn indien zij wel een beroep zouden kunnen doen op betaald educatief verlof.

Pour les étudiants qui se préparent aux examens des jurys des communautés et dont la présence aux cours ne peut pas non plus faire l'objet d'un « contrôle », l'article 116, § 3, de l'arrêté royal du 3 mai 1990 visant à exécuter la loi du 10 juin 1993 instaure la possibilité du congé-éducation, en disposant que la préparation et la présentation d'examens au jury d'État sont considérées comme des formations professionnelles.

On a également préservé la possibilité de formations qui n'impliquent pas une présence régulière des intéressés; le Roi détermine en la matière les normes d'assiduité à respecter par le travailleur.

Une exception a donc été faite pour ces étudiants qui ne sont en principe jamais présents aux cours. Ils ont droit à un nombre d'heures de congé maximum correspondant au triple du nombre d'heures de travail prévu par leur régime hebdomadaire de travail.

Par analogie avec ce qui est prévu pour ces étudiants-là, il faut prévoir la possibilité, pour les étudiants qui s'inscrivent à une formation dans le cadre de l'enseignement à distance, de bénéficier également du congé-éducation payé.

Il faut également noter que l'article 7 de la loi du 10 juin 1993 prévoit aussi que les stages n'entrent en principe pas en ligne de compte pour la fixation de la durée du congé-éducation payé. La direction du Congé-éducation payé estime en effet que les stages qui se situent dans le prolongement de la formation et des cours, n'ouvrent un droit à des heures de congé-éducation payé qu'à concurrence des heures qui n'ont pas servi à la formation suivie.

De nombreuses formations de l'enseignement supérieur comprennent toutefois un stage d'une durée assez longue qui doit également être accompli par les étudiants relevant de l'enseignement ouvert et de l'enseignement à distance. À l'heure actuelle, ils essaient généralement d'accomplir ce stage pendant leurs jours de congé.

Il convient donc d'élaborer une réglementation dans laquelle le stage obligatoire entrerait en ligne de compte pour ce qui est de la détermination de la durée du congé-éducation.

L'expérience montre que les personnes qui optent pour l'enseignement à distance le font le plus souvent pour des raisons professionnelles ou familiales. La combinaison travail-études-famille représente une charge supplémentaire pour ces travailleurs-étudiants.

En principe, les étudiants qui ont droit à un congé-éducation payé ne peuvent faire valoir que les heures de présence effective au cours. Les stages n'entrent pas en ligne de compte.

Dans la brochure de la direction du Congé-éducation payé (p. 17), il est indiqué que, lorsque le stage se situe dans le prolongement d'une formation comprenant un certain nombre de cours, un congé-éducation payé peut être pris jusqu'au terme de la période de stage, mais uniquement sur la base du solde restant qui n'a pas été utilisé pour la formation suivie.

Les étudiants qui suivent une formation à distance doivent accomplir un stage tout comme les étudiants réguliers. Toutefois, le mécanisme de calcul normal en vigueur ne peut pas leur être appliqué. Un autre mécanisme de calcul s'impose.

L'article 111, § 1^{er}, de la même loi, dispose que quiconque suit une formation professionnelle peut obtenir 120 heures de congé au maximum par an.

Voor studenten die zich voorbereiden op de examens bij de examencommissie van de gemeenschappen, waar ook geen « controle » op de aanwezigheid in de cursussen mogelijk is voorziet van artikel 116, § 3, van het koninklijk besluit van 3 mei 1990 tot uitvoering van de wet van 10 juni 1993 in de mogelijkheid van educatief verlof door de voorbereiding op en het afleggen van examens voor de centrale examencommissie, als beroepsopleiding te beschouwen.

Tevens werd de mogelijkheid inzake opleidingen die geen regelmatige aanwezigheid van de betrokkenen impliceren, opengelaten, hier bepaalt de Koning de normen inzake nauwgezetheid waaraan de werknemer moet voldoen.

Voor deze studenten die in principe geen enkel lesuur aanwezig zijn is dus een uitzondering gemaakt. Zij hebben recht op maximaal een aantal verlofuren dat gelijk is aan driemaal de wekelijkse arbeidsduur.

Naar analogie hiervan moet het mogelijk zijn dat ook de studenten die zich inschrijven voor een opleiding via afstandsonderwijs van het stelsel van betaald educatief verlof kunnen genieten.

Verder dient opgemerkt te worden dat bovenvermeld artikel 7 van de wet van 10 juni 1993 ook stipuleert dat stages in principe niet in aanmerking komen voor betaald educatief verlof. De directie van het betaald educatief verlof is immers van oordeel dat voor de -in het verlengde van de opleiding en cursussen liggende -stage slechts educatief verlof kan worden opgenomen op basis van het resterende saldo dat niet werd opgenomen voor de gevolgde opleiding.

Heel wat opleidingen in het hoger onderwijs omvaten echter een vrij ruime stage periode die, ook door de studenten open- en afstandsonderwijs, moet worden volbracht. Momenteel lopen zij deze stage meestal tijdens hun verlofdagen van en/of op het werk.

Een regeling waarbij deze verplichte stage in rekening worden gebracht bij de bepaling van de duur van het educatief verlof dringt zich aldus op.

De ervaring leert dat mensen die kiezen voor afstandsonderwijs dit meestal doen omwille van werk- of familiale omstandigheden. De combinatie werk -studie -gezin is een extra belastende factor waar deze studenten -werknemers mee te kampen hebben.

Studenten die recht hebben op BEV kunnen dit in principe enkel doen gelden voor het aantal effectieve uren aanwezigheid. Stages zijn hierbij uitgesloten.

Uit de brochure van de directie Betaald Educatief Verlof (blz. 17) blijkt dat de directie Betaald Educatief Verlof van oordeel is dat wanneer de stage in het verlengde ligt van een opleiding die een aantal cursussen omvat, betaald educatief verlof kan worden opgenomen tot het einde van de stageperiode maar alleen op basis van het resterende saldo dat niet werd opgenomen voor de gevolgde opleiding.

Studenten die een afstandsopleiding volgen moeten evenzeer als reguliere studenten stage volbrengen. Het normaal geldende berekeningsmechanisme kan op hen echter niet toegepast worden. Een ander berekeningsmechanisme dringt zich hier op.

Artikel 111 § 1 van dezelfde wet bepaalt dat wie een beroepsopleiding volgt maximum per jaar 120 uren verlof kan verwerven.

Le même article dispose en son § 5 que, pour le travailleur qui suit une formation menant à un diplôme délivré par une université belge ou un établissement belge assimilé aux universités, le nombre maximum d'heures est fixé à 180.

Eu égard au décret relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur, cela signifierait que quiconque suit une formation universitaire de bachelier ou de *master* dans une université a droit à 180 heures de congé par an. Quiconque suit une formation universitaire de bachelier ou de *master* et qui a suivi une formation de bachelier professionnel n'a droit qu'à 120 heures.

Il semble logique d'éliminer cette distorsion.

L'article 109, § 1^{er}, 7^o *bis*, dispose qu'est considérée comme formation professionnelle, la préparation et la présentation des examens organisés par les autorités fédérées dans le cadre d'un système de reconnaissance, d'agrément ou de certification des compétences acquises, selon les modalités d'application déterminées par le Roi.

Les modalités d'application n'ont pas encore été réglées, mais il ressort de la brochure (p. 12 point 8*bis*) qu'elles devraient être inspirées des modalités spécifiques existant pour la Commission des examens de la Communauté flamande.

Le décret relatif à la flexibilisation prévoit qu'au niveau des associations, des instances de validation seront créées qui pourront délivrer des certificats d'aptitude sur la base de compétences acquises précédemment.

Il est souhaitable que les étudiants qui se préparent à une procédure d'*assessment* auprès d'une instance de validation aient aussi droit à un congé-éducation payé, à moins qu'il s'agisse d'instances qui relèvent déjà des entités fédérées.

N^o 2 DE M. BEKE ET MME DE SCHAMPHELAERE

Art. 27*bis* (nouveau)

Insérer un article 27*bis* (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 27*bis*. — § 1^{er}. À l'article 30*bis* de l'arrêté royal n^o 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants sont apportées les modifications suivantes :

A. devant l'alinéa 1^{er} est ajouté un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Le bénéficiaire d'une pension qui prend sa retraite est autorisé, à partir du mois suivant celui où atteint l'âge normal de la retraite, tel que prévu aux articles 3 à 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants, à exercer une activité professionnelle sans limitation du revenu professionnel. Il en va de même pour le bénéficiaire d'une pension qui a pris une retraite anticipée, à partir du mois suivant celui où l'âge normal de la retraite est atteint. »

§ 5 van hetzelfde artikel stelt dat : Voor een werknemer die een opleiding volgt die leidt tot een diploma afgeleverd door een Belgische universiteit of en met de Belgische universiteiten gelijkgestelde inrichting, wordt het maximum aantal uren op 180 vastgesteld.

In het kader van het Structuurdecreet hoger onderwijs zou dit betekenen dat wie aan academische bachelor of een masteropleiding volgt aan de universiteit recht heeft op 180 uren per jaar. Wie een academische bachelor of masteropleiding volgt aan een hogeschool, en wie een professionele bacheloropleiding volgt heeft maar recht op 120 uren.

Het lijkt logisch dat deze discrepantie weggewerkt moet worden.

Artikel 109, § 1, punt 7*bis*, bepaalt dat als beroepsopleiding beschouwd wordt : de voorbereiding en het afleggen van examens georganiseerd door de gefedereerde overheden in het kader van een systeem van herkenning, erkenning of certificering van verworven competenties, volgens de toepassingsmodaliteiten vastgesteld door de Koning.

De toepassingsmodaliteiten zijn alsnog niet geregeld, maar uit de brochure (blz. 12 punt 8*bis*) blijkt dat dit zou gebeuren gebaseerd op de specifieke modaliteiten die bestaan voor de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap.

Het flexibiliseringsdecreet voorziet dat er op het niveau van de associaties validerende instanties worden opgericht die op basis van eerder verworven competenties bekwaamheidsbewijzen kunnen uitreiken.

Het is wenselijk dat studenten die zich voorbereiden op een assessmentprocedure bij een validerende instantie ook recht hebben op BEV. Tenzij deze instanties nu reeds onder de term « gefedereerde overheden » zouden vallen.

Nr. 2 VAN DE HEER BEKE EN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Art. 27*bis* (nieuw)

Een artikel 27*bis* (nieuw) toevoegen, luidende :

« Art. 27*bis*. — § 1. In artikel 30*bis* van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. vóór het eerste lid wordt een nieuw lid luidend als volgt, ingevoegd :

« De pensioengerechtigde die met pensioen gaat, mag vanaf de maand volgend op de maand waarin hij de pensioenleeftijd, zoals bedoeld in de artikelen 3 en 16 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen, bereikt een beroepsactiviteit uitoefenen zonder begrenzing van het beroepsinkomen. Dit geldt ook voor de pensioengerechtigde die met vervroegd pensioen gegaan is vanaf de maand volgend op de maand waarin de normale pensioengerechtigde leeftijd bereikt wordt. »

B. l'alinéa 1^{er} actuel, qui devient l'alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Les prestations visées par le présent chapitre ne sont payables que si le bénéficiaire n'exerce pas d'activité professionnelle au cours de la période allant jusqu'au mois où il atteint l'âge de la retraite, tel que prévu à l'alinéa précédent, et s'il ne jouit pas d'une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité, de chômage involontaire ou d'interruption de carrière, par application d'une législation de sécurité sociale belge ou étrangère ou d'un statut applicable au personnel d'une institution de droit public international, ni d'une indemnité complémentaire accordée dans le cadre d'une préretraite conventionnelle. »

§ 2. À l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés sont apportées les modifications suivantes :

A. devant l'alinéa 1^{er} est inséré un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Le bénéficiaire d'une pension qui prend sa retraite est autorisé, à partir du mois suivant celui où atteint l'âge de la retraite, tel que prévu aux articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, à exercer une activité professionnelle sans limitation du revenu professionnel. Il en va de même pour le bénéficiaire d'une pension qui a pris une retraite anticipée, à partir du mois suivant celui où l'âge normal de la retraite est atteint. »

B. l'alinéa 1^{er} actuel, qui devient l'alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf dans les cas et sous les conditions déterminées par le Roi, la pension de retraite et la pension de survie ne sont payables que si le bénéficiaire n'exerce pas d'activité professionnelle au cours de la période allant jusqu'au mois où il atteint l'âge de la retraite, tel que prévu à l'alinéa précédent, et s'il ne jouit pas d'une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire, par application d'une législation de sécurité sociale belge ou étrangère, ni d'une allocation pour cause d'interruption de carrière ou de réduction des prestations, ni d'une indemnité complémentaire accordée dans le cadre d'une préretraite conventionnelle. »

§ 3. L'article 3 de la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement est remplacé par la disposition suivante :

B. het huidige eerste lid dat het tweede lid wordt, wordt vervangen als volgt :

« De in dit hoofdstuk bedoelde uitkeringen zijn slechts betaalbaar indien de gerechtigde geen beroepsactiviteit uitoefent in de periode tot en met de maand waarin hij de pensioenleeftijd, zoals bedoeld in het vorige lid, bereikt en geen vergoeding geniet wegens ziekte, invaliditeit, onvrijwillige werkloosheid of loopbaanonderbreking met toepassing van een Belgische of buitenlandse wetgeving inzake sociale zekerheid of van een statuut dat van toepassing is op het personeel van een volkenrechtelijke instelling, noch een aanvullende vergoeding toegekend in het kader van een conventioneel brugpensioen. »

§ 2. In artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. vóór het eerste lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De pensioengerechtigde die met pensioen gaat, mag vanaf de maand volgend op de maand waarin hij de pensioenleeftijd, zoals bedoeld in de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenen, bereikt een beroepsactiviteit uitoefenen zonder begrenzing van het beroepsinkomen. Dit geldt ook voor de pensioengerechtigde die met vervroegd pensioen gegaan is vanaf de maand volgend op de maand waarin de normale pensioengerechtigde leeftijd bereikt wordt. »

B. het huidige eerste lid dat het tweede lid wordt, wordt vervangen als volgt :

« Uitgezonderd in de gevallen en onder de voorwaarden door de Koning bepaald zijn het rust- en overlevingspensioen slechts uitbetaalbaar indien de gerechtigde geen beroepsactiviteit uitoefent in de periode tot en met de maand waarin hij de pensioenleeftijd, zoals bedoeld in het vorige lid, bereikt en geen vergoeding geniet wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid met toepassing van een Belgische of van een buitenlandse wetgeving inzake sociale zekerheid, noch een uitkering wegens loopbaanonderbreking of wegens het verminderen van de arbeidsprestaties, noch een aanvullende vergoeding, toegekend in het kader van een conventioneel brugpensioen geniet. »

§ 3. Artikel 3 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. — Le bénéficiaire d'une pension qui prend sa retraite est autorisé, à partir du mois suivant celui où il atteint 65 ans, à exercer une activité professionnelle sans limitation du revenu professionnel. Il en va de même pour le bénéficiaire d'une pension qui a pris une retraite anticipée, à partir du mois suivant celui où il atteint 65 ans. »

§ 4. À l'article 4 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A. le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La personne qui bénéficie, avant l'âge de 65 ans, soit d'une pension de retraite, soit d'une pension de survie cumulée avec une pension de retraite est autorisée, jusqu'au mois où elle atteint l'âge de 65 ans et moyennant déclaration préalable :

1^o à exercer une activité professionnelle régie par la législation relative aux contrats de travail, ou par un statut légal ou réglementaire analogue, pour autant que les revenus professionnels bruts ne dépassent pas 7 421,57 euros par année civile;

2^o à exercer une activité professionnelle comme travailleur indépendant ou comme aidant qui entraîne l'assujettissement à l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, ou qui est exercée en qualité de conjoint aidant, pour autant que les revenus professionnels produits par cette activité ne dépassent pas 5 937,26 euros par année civile;

3^o à exercer une activité consistant en la création d'œuvres scientifiques ou en la réalisation d'une création artistique, n'ayant pas de répercussion sur le marché du travail pour autant que l'intéressé n'ait pas la qualité de commerçant au sens du Code de commerce;

4^o à exercer toute autre activité, mandat, charge ou office, pour autant que les revenus bruts qui en découlent, quelle que soit leur dénomination, ne dépassent pas 7 241,57 euros par année civile.

L'exercice simultané ou successif de différentes activités prévues à l'alinéa 1^{er} est autorisé pour autant que le total des revenus visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 80 % des revenus visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, ne dépasse pas 5 937,26 euros par année civile.

B. le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La personne qui s'est vu accorder une pension de retraite visée à l'article 5, § 1^{er}, et qui a été mise d'office à la retraite pour un motif autre qu'une incapacité physique avant l'âge de 65 ans, est autorisée, jusqu'au mois où elle atteint l'âge de 65 ans et moyennant déclaration préalable :

« Art. 3. — De pensioengerechtigde die met pensioen gaat, mag vanaf de maand volgend op de maand waarin hij 65 jaar wordt, een beroepsactiviteit uitoefenen zonder begrenzing van het beroepsinkomen. Dit geldt ook voor de pensioengerechtigde die met vervroegd pensioen gegaan is vanaf de maand volgend op de maand waarin hij 65 jaar wordt. »

§ 4. In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De persoon die vóór de leeftijd van 65 jaar een rustpensioen geniet of een overlevingspensioen met een rustpensioen cumuleert, mag tot en met de maand waarin hij 65 jaar wordt, na voorafgaande verklaring :

1^o een beroepsactiviteit uitoefenen die onder de toepassing valt van de wetgeving op de arbeidsovereenkomsten of van een soortgelijk wettelijk of reglementair statuut, voor zover de brutoberoepsinkomsten 7 421,57 euro per kalenderjaar niet overschrijden;

2^o een beroepsactiviteit als zelfstandige of als helper uitoefenen die de onderwerping aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen tot gevolg heeft, of die wordt uitgeoefend in de hoedanigheid van echtgenoot-helper, voorzover de beroepsinkomsten voortkomend uit deze activiteit 5 937,26 euro per kalenderjaar niet overschrijden;

3^o een beroepsactiviteit uitoefenen die bestaat in het scheppen van wetenschappelijke werken of het tot stand brengen van een artistieke schepping en die geen weerslag heeft op de arbeidsmarkt, voorzover de betrokkene geen handelaar is in de zin van het Wetboek van Koophandel;

4^o iedere andere activiteit, mandaat, ambt of post uitoefenen, voorzover de bruto-inkomsten die eruit voortvloeien, ongeacht de benaming ervan, 7 241,57 euro niet overschrijden.

De gelijktijdige of achtereenvolgende uitoefening van verscheidene in het eerste lid bedoelde activiteiten is toegelaten, voorzover het totaal van de inkomsten bedoeld in het eerste lid, 2^o, en 80 % van de inkomsten bedoeld in het eerste lid, 1^o en 4^o, niet meer bedraagt dan 5 937,26 euro per kalenderjaar. »

B. paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De persoon aan wie een in artikel 5, § 1, bedoeld rustpensioen werd toegekend en die om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust werd gesteld, mag tot en met de maand waarin hij de normale pensioengerechtigde leeftijd bereikt, na voorafgaande verklaring :

1° à exercer une activité professionnelle régie par la législation relative aux contrats de travail, ou par un statut légal ou réglementaire analogue, pour autant que les revenus professionnels bruts ne dépassent pas 13 556,68 euros par année civile;

2° à exercer une activité professionnelle comme travailleur indépendant ou comme aidant qui entraîne l'assujettissement à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, ou qui est exercée en qualité de conjoint aidant, pour autant que les revenus professionnels produits par cette activité ne dépassent pas 10 845,34 euros par année civile;

3° à exercer une activité consistant en la création d'œuvres scientifiques ou en la réalisation d'une création artistique, n'ayant pas de répercussion sur le marché du travail pour autant que l'intéressé n'ait pas la qualité de commerçant au sens du Code de commerce;

4° à exercer toute autre activité, mandat, charge ou office, pour autant que les revenus bruts qui en découlent, quelle que soit leur dénomination, ne dépassent pas 13 556,68 euros par année civile.

L'exercice simultané ou successif de différentes activités prévues à l'alinéa 1^{er} est autorisé pour autant que le total des revenus visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, et 80 % des revenus visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, ne dépasse pas 10 845,34 euros par année civile. »

C. le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour l'année civile au cours de laquelle une personne atteint l'âge de 65 ans, les dispositions des §§ 1^{er} et 2 sont, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier de cette année et le dernier jour du mois au cours duquel elle atteint l'âge de 65 ans, applicables aux personnes visées à ce paragraphe. Toutefois, les montants limites prévus aux §§ 1^{er} et 2 sont multipliés par une fraction dont le dénominateur est égal à 12 et dont le numérateur est égal au nombre de mois couvrant la période définie ci-avant, tandis que les revenus visés aux §§ 1^{er} et 2 sont ceux afférents à cette même période.

D. les §§ 4 à 6 sont abrogés.

E. au § 7, qui devient le § 4, les mots « ou au § 5 » sont remplacés par les mots « ou au § 2 ».

F. au § 8, qui devient le § 5, les mots « § 2 » sont remplacés par les mots « § 3 » et les mots « ou au § 6 » sont supprimés.

G. au § 9, qui devient le § 6, les mots « ou au § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, » sont insérés après les mots « § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ».

1° een beroepsactiviteit uitoefenen die onder de toepassing valt van de wetgeving op de arbeidsovereenkomsten of van een soortgelijk wettelijk of reglementair statuut, voorzover de brutoberoepsinkomsten 13 556,68 euro per kalenderjaar niet overschrijden;

2° een beroepsactiviteit als zelfstandige of als helper uitoefenen die de onderwerping aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen tot gevolg heeft, of die wordt uitgeoefend in de hoedanigheid van echtgenoot-helper, voorzover de beroepsinkomsten voortkomend uit deze activiteit 10 845,34 euro per kalenderjaar niet overschrijden;

3° een beroepsactiviteit uitoefenen die bestaat in het scheppen van wetenschappelijke werken of het tot stand brengen van een artistieke schepping en die geen weerslag heeft op de arbeidsmarkt, voorzover de betrokkene geen handelaar is in de zin van het Wetboek van Koophandel;

4° iedere andere activiteit, mandaat, ambt of post uitoefenen, voorzover de bruto inkomsten die eruit voortvloeien, ongeacht de benaming ervan, 13 556,68 euro per kalenderjaar niet overschrijden.

De gelijktijdige of achtereenvolgende uitoefening van verscheidene in het eerste lid bedoelde activiteiten is toegelaten, voorzover het totaal van de inkomsten bedoeld in het eerste lid, 2^o, en van 80 % van de inkomsten bedoeld in het eerste lid, 1^o en 4^o, niet meer bedraagt dan 10 845,34 euro per kalenderjaar. »

C. paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Voor het kalenderjaar waarin een persoon 65 jaar wordt, zijn de bepalingen van de §§ 1 en 2, voor de periode begrepen tussen 1 januari van dat jaar en de laatste dag van de maand waarin hij de leeftijd van 65 jaar bereikt, van toepassing op de in deze paragraaf bedoelde personen. De in de §§ 1 en 2 bepaalde grensbedragen worden evenwel vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan 12 en de teller gelijk aan het aantal maanden dat voormelde periode omvat, terwijl de in de §§ 1 en 2 bedoelde inkomsten die zijn welke betrekking hebben op diezelfde periode. »

D. de paragrafen 4 tot 6 worden opgeheven.

E. in paragraaf 7, die vernummerd wordt tot paragraaf 4, worden de woorden « of § 5 » vervangen door de woorden « of § 2 ».

F. in paragraaf 8, die vernummerd wordt tot paragraaf 5, worden de woorden « § 2 » vervangen door de woorden « § 3 » en worden de woorden « § 6 » geschrapt.

G. in paragraaf 9, die vernummerd wordt tot paragraaf 6, worden na de woorden « § 1, eerste lid, 2^o, » de woorden « en § 2, eerste lid, 2^o, » ingevoegd.

§ 5. À l'article 5 de la même loi, les §§ 2 et 3 sont abrogés.

§ 6. L'article 6 de la même loi est abrogé.

§ 7. À l'article 8 de la même loi, les mots « des articles 6 et 7 » sont remplacés par les mots « de l'article 7 ».

§ 8. L'article 9, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque dans le courant d'une année déterminée, le bénéficiaire visé aux articles 4 à 7 ou son conjoint perçoit des allocations familiales ou des allocations qui en tiennent lieu pour au moins un enfant :

— les montants de 7 421,57 euros prévus à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, de 13 556,68 euros prévus à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, et de 14 843,13 euros prévus à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, sont, pour cette même année, augmentés de 3 710,80 euros;

— les montants de 5 937,26 euros prévus à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 2, de 10 845,34 euros prévus à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 2, et de 11 874,50 euros prévus par l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 2, sont, pour cette même année, augmentés de 2 968,63 euros. »

§ 9. À l'article 10 de la même loi, le renvoi à l'article 6 est supprimé.

§ 10. L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. — Par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, et à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, le bénéficiaire d'une pension est autorisé :

1^o à exercer un mandat politique ou un mandat de président ou de membre d'un centre public d'aide sociale;

2^o à exercer un mandat auprès d'un établissement public, d'une institution d'utilité publique, d'une association de communes ou un mandat d'administrateur ordinaire, dans une entreprise publique autonome. »

§ 11. L'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le bénéficiaire d'une pension qui exerce une activité professionnelle visée à l'article 2 jusqu'au mois où il atteint l'âge de 65, ainsi que l'employeur qui occupe un bénéficiaire de pension, sont tenus, chacun séparément, de faire une déclaration de l'exercice de cette activité professionnelle. »

§ 5. In artikel 5 van dezelfde wet worden de paragrafen 2 en 3 opgeheven.

§ 6. Artikel 6 van dezelfde wet wordt opgeheven.

§ 7. In artikel 8 van dezelfde wet worden de woorden « de artikelen 6 en 7 » vervangen door de woorden « artikel 7 ».

§ 8. Artikel 9, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Indien de gerechtigde bedoeld in de artikelen 4 of 7, of zijn echtgenoot in de loop van een bepaald jaar kinderbijslag of een als zodanig geldende tegemoetkoming ontvangt voor ten minste één kind, worden voor datzelfde jaar :

— de bedragen van 7 421,57 euro bepaald bij artikel 4, § 1, eerste lid, 1^o en 4^o, van 13 556,68 euro, bepaald bij artikel 4, § 2, eerste lid, 1^o en 4^o, en van 14 843,13 euro, bepaald bij artikel 7, § 1, eerste lid, 1^o en 4^o, met 3 710,80 euro verhoogd;

— de bedragen van 5 937,26 euro, bepaald bij artikel 4, § 1, eerste lid, 2^o, en tweede lid, van 10 845,34 euro, bepaald bij artikel 4, § 2, eerste lid, 1^o en 4^o, en tweede lid, en van 11 874,50 euro, bepaald bij artikel 7, § 1, eerste lid, 2^o, en tweede lid, met 2 968,63 euro verhoogd. »

§ 9. In artikel 10 van dezelfde wet wordt de verwijzing naar artikel 6 geschrapt.

§ 10. Artikel 11 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. — In afwijking van de artikelen 4, § 1, eerste lid, 4^o, artikel 4, § 2, eerste lid, 4^o, en artikel 7, § 1, eerste lid, 4^o, mag de pensioengerechtigde :

1^o een politiek mandaat of een mandaat van voorzitter of van lid van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uitoefenen;

2^o een mandaat bij een openbare instelling, een instelling van openbaar nut, een vereniging van gemeenten of een mandaat van gewoon bestuurder van een autonoom overheidsbedrijfsuitoefenen. »

§ 11. Artikel 12, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« De pensioengerechtigde die een in artikel 2 bedoelde beroepsactiviteit uitoefent tot en met de maand waarin hij 65 jaar wordt, evenals de werkgever die de pensioengerechtigde tewerkstelt, zijn er elk afzonderlijk toe gehouden een verklaring inzake de uitoefening van deze beroepsactiviteit af te leggen. »

§ 12. À l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « sans préjudice à l'application de l'article 4, §§ 2, 4, alinéa 2, 6 et 8, de l'article 6, § 2 et de l'article 7, §§ 2 et 4 » sont remplacés par les mots « sans préjudice de l'application de l'article 4, §§ 3 et 5, et de l'article 7, §§ 2 et 4 ».

§ 13. À l'article 19 de la même loi, la référence à l'article 6 et à l'article 11 est supprimée. »

Justification

Cet amendement reprend le texte d'une proposition déposée précédemment. Sur la base de la législation actuelle, les retraités peuvent exercer une activité professionnelle limitée. Le produit de cette activité autorisée ne peut dépasser des plafonds fixés par la loi. En cas de dépassement, l'allocation de pension est progressivement réduite. En cas de dépassement supérieur à 15 % du plafond, on retient l'intégralité du montant de la pension de retraite. Il ne fait aucun doute qu'une telle règle peut être source de précarité, surtout pour les personnes dont la pension est peu élevée. Qui ne bénéficie pas d'une retraite suffisante n'a que peu de possibilités d'augmenter ses revenus à moins d'être prêt à renoncer à son droit à la retraite. Dans l'autre cas, il lui reste l'assistance comme unique possibilité.

La réglementation en vigueur a vu le jour alors que la conjoncture était défavorable et le taux de chômage chez les jeunes élevé. Dans ce climat, on a tout aussi peu encouragé le travail des plus âgés. Aujourd'hui, la situation a changé. En outre, le profil des « plus âgés » a sensiblement évolué au cours des dernières décennies. Comme l'espérance de vie augmente, les retraités gardent plus longtemps la santé et peuvent en conséquence rester plus longtemps actifs. L'on a d'ailleurs de plus en plus la conviction que, si l'on veut relever le taux d'occupation des personnes plus âgées, il faut stimuler l'emploi de ces personnes plutôt que de le décourager.

L'essence du présent amendement est de permettre à tout retraité (salarié, indépendant ou agent de l'État) de choisir librement d'avoir un revenu d'appoint à partir du moment où il a atteint l'âge normal de la retraite. Chaque retraité organise sa vie comme il l'entend : l'un consacre plus de temps à ses loisirs favoris, l'autre choisit de voyager davantage, décide de donner un coup de main à sa famille ou de s'adonner au bénévolat.

Certains retraités souhaitent quant à eux continuer à exercer partiellement une activité professionnelle afin d'avoir un salaire d'appoint. Ils peuvent ainsi aussi transmettre leur savoir-faire et leur expérience aux plus jeunes et éventuellement pallier certaines carences sur le marché du travail, ce qui est profitable à la société.

Par « âge normal de la retraite » on entend la limite d'âge telle que définie depuis la réforme de la législation sur les pensions dans le secteur privé du 1^{er} juillet 1997. L'âge de la retraite pour les hommes et les femmes a été fixé alors à 65 ans, étant entendu que l'âge de la retraite pour les femmes (auparavant fixé à 60 ans) ne passera que progressivement à 65 ans. L'âge légal de la retraite pour les femmes est fixé pour l'instant à 63 ans; il sera porté à 64 ans en 2006, pour finalement s'aligner sur celui des hommes, à savoir 65 ans, en 2009.

Dans le secteur public, l'âge légal de la retraite est fixé à 65 ans. Les dispositions légales font donc usage d'un âge concret plutôt que de l'expression « âge légal de la retraite ». Cette règle sera maintenue dans notre proposition de loi.

§ 12. In artikel 14, § 1, eerste lid, en artikel 14, § 2, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « onverminderd de toepassing van artikel 4, §§ 2, 4, tweede lid, 6 en 8, artikel 6, § 2, en artikel 7, §§ 2 en 4, » vervangen door de woorden « onverminderd de toepassing van artikel 4, §§ 3 en 5, en artikel 7, §§ 2 en 4, ».

§ 13. In artikel 19 van dezelfde wet wordt de verwijzing naar artikel 6 en artikel 11 geschrapt.

Verantwoording

Dit amendement herneemt een eerder ingediend voorstel. Op basis van de huidige wetgeving mogen gepensioneerden een beperkte beroepsactiviteit uitoefenen. Het inkomen uit deze toegelaten activiteit mag wettelijk vastgestelde plafonds niet overschrijden. Indien het inkomen uit de beroepsactiviteit het vastgestelde plafond overschrijdt, wordt de pensioenbijdrage progressief verminderd. Bij een overschrijding van minstens 15 % van het plafond wordt het pensioenbedrag volledig ingehouden. Dat dergelijke regel vooral bij mensen die een beperkt pensioen ontvangen tot bestaansonzekerheid kan leiden, staat buiten kijf. Wie een te laag pensioen ontvangt, beschikt over weinig mogelijkheden om zijn inkomen op te trekken, tenzij hij bereid is om zijn recht op pensioen links te laten liggen. In het andere geval is er enkel de mogelijkheid van de bijstand.

De huidige regelgeving vindt zijn oorsprong in een periode van laagconjunctuur en hoge jeugdwerkloosheid. In dat klimaat werd arbeid door ouderen allerminst aangemoedigd. Dit klimaat is veranderd. Bovendien is het profiel van de « ouderen » in de loop van de voorbije decennia grondig gewijzigd. Door de gestegen levensverwachting blijven gepensioneerden langer gezond en hebben ze bijgevolg meer mogelijkheden om langer actief te blijven. De overtuiging wint overigens veld dat, met het oog op een hogere activiteitsgraad bij ouderen, de tewerkstelling van ouderen eerder moet aangemoedigd dan ontmoedigd worden.

De essentie van het wetsvoorstel is dat iedere gepensioneerde (loontrekkende, zelfstandige of ambtenaar) vanaf het ogenblik dat hij de normale pensioengerechtigde leeftijd heeft bereikt, over de vrije keuze beschikt om al dan niet bij te verdienen. Iedere gepensioneerde vult op zijn manier zijn leven na de pensionering in : de ene bouwt zijn hobby's uit, de andere gaat meer reizen, beslist om zijn familie een handje te helpen of om actief te worden in het vrijwilligerswerk.

Sommige gepensioneerden wensen nog ten dele beroepsactief te zijn en op die manier wat bij te verdienen. Op die manier kunnen ze ook hun kennis en ervaring overdragen aan de jongeren en mogelijkere wijs bepaalde tekorten en leemten op de arbeidsmarkt opvangen. Dat is een goede zaak voor de samenleving.

Met normale pensioenleeftijd wordt bedoeld de pensioenleeftijd zoals die is vastgesteld sinds de hervorming van de pensioenwetgeving in de private sector sinds 1 juli 1997. De pensioenleeftijd voor mannen en vrouwen is toen vastgesteld op 65 jaar, met dien verstande dat de pensioenleeftijd voor vrouwen (voorheen 60 jaar) slechts geleidelijk wordt opgetrokken tot 65 jaar. Momenteel is de wettelijke pensioenleeftijd voor vrouwen 63 jaar, in 2006 wordt dat 64 jaar, om uiteindelijk vanaf 2009 gelijkgesteld te worden met de pensioenleeftijd voor mannen, 65 jaar.

In de openbare sector is de wettelijke pensioenleeftijd bepaald op 65 jaar. In de wettelijke bepalingen wordt daarom veeleer een concrete leeftijd gehanteerd dan de benaming « wettelijke pensioenleeftijd ». In ons wetsvoorstel zullen we die regel handhaven.

Tous les droits acquis à la retraite, basés sur la période précédant la mise à la retraite, restent acquis.

Par ailleurs, le retraité paie sur le produit de ses activités professionnelles les cotisations fiscales et sociales d'usage. On évite ainsi de créer une inégalité sur le marché du travail.

Notre régime de retraite est caractérisé par la répartition. Les actifs d'aujourd'hui payent les pensions d'aujourd'hui. C'est ce qu'on appelle «la solidarité intergénérationnelle»; en d'autres termes, les jeunes payent pour les plus âgés. En permettant aux retraités d'accroître leur salaire d'appoint, on ajoute à cette solidarité intergénérationnelle une «solidarité intragénérationnelle»: les plus âgés contribuent aussi au paiement des retraites des plus âgés. Les cotisations sociales qu'ils versent profitent au régime de retraite. Il s'agit par conséquent d'une «véritable solidarité».

Il va de soi que la réglementation actuelle en matière de déclaration de l'activité autorisée doit être abrogée dans le système nouveau d'exercice illimité d'une activité autorisée, et ce à dater du mois qui suit celui où l'âge normal de la retraite est atteint. La suppression de cette obligation de déclaration s'inscrit donc parfaitement dans le cadre de la simplification administrative préconisée par l'autorité fédérale.

Le § 1^{er} instaure le principe de l'exercice illimité d'une activité autorisée pour les retraités du régime de pension des travailleurs indépendants.

L'alinéa 1^{er} nouveau de l'article 30*bis* de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants réinscrit dans la législation le principe de l'autorisation illimitée d'exercer une activité professionnelle pour les travailleurs indépendants qui ont atteint l'âge normal de la retraite.

Les dispositions qui imposent une limitation de l'activité professionnelle à partir du moment où l'on a atteint l'âge normal de la retraite, sont elles aussi modifiées.

L'on applique en l'espèce la même technique que lors de l'adoption de l'article en question. L'article 30*bis* actuel, alinéa 1^{er}, interdit toute activité professionnelle. Cette disposition est maintenue, tout en limitant l'interdiction en question jusqu'au mois où l'âge normal de la retraite est atteint.

L'article 30*bis* actuel, alinéa 2, confère au Roi le pouvoir de prévoir des exceptions à l'interdiction. Cette disposition est maintenue. Comme le principe de l'autorisation illimitée pour les retraités d'exercer des activités professionnelles a été inséré dans un alinéa distinct, il va de soi que le Roi ne peut imposer aucune restriction à ce principe.

Il est indiqué d'adapter les arrêtés royaux en vigueur au principe général de l'autorisation illimitée pour les retraités d'exercer des activités professionnelles. Il s'agit concrètement de l'article 107, § 2, A) de l'arrêté royal du 22 décembre 1967, qui fixe le revenu autorisé pour toute personne qui a atteint l'âge de la retraite. Ces dispositions peuvent à présent être abrogées.

Le § 2 instaure le principe de l'exercice illimité d'une activité autorisée pour les retraités du régime de pension des travailleurs salariés.

La disposition du point A) tend à insérer un alinéa nouveau prévoyant l'autorisation illimitée pour les travailleurs salariés d'exercer une activité professionnelle à partir du moment où ils ont atteint l'âge normal de la retraite.

La disposition du point B) tend à modifier les dispositions de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de

De verworven pensioenrechten, gebaseerd op de periode van voor de oppensioenstelling, blijven integraal verworven.

Anderzijds betaalt de gepensioneerde op de inkomsten van zijn beroepsactiviteiten de normale fiscale en sociale bijdragen. Op die manier wordt geen ongelijkheid op de arbeidsmarkt in de hand gewerkt.

Ons pensioenstelsel wordt gekenmerkt door repartitie. De actieven van vandaag betalen voor de pensioenen van vandaag. Dit komt neer op «intergenerationele solidariteit», met andere woorden: jongeren betalen voor de ouderen. Door gepensioneerden meer te laten bijverdienen wordt deze intergenerationele solidariteit aangevuld met een «intragenerationele solidariteit»: de ouderen betalen ook mee voor de pensioenen van de ouderen. De sociale bijdragen die ze betalen komen ten goede aan het pensioenstelsel. Het gaat dus om «zuivere solidariteit».

Het spreekt voor zich dat de bestaande reglementering van de aangifte van de toegelaten activiteit in het nieuwe systeem van de onbeperkt toegelaten activiteit dient te worden opgeheven en dit vanaf de maand volgend op de maand waarin de normale pensioengerechtigde leeftijd wordt bereikt. De afschaffing van deze aangifteplicht kadert dan ook in het streven naar administratieve vereenvoudiging van de federale overheid.

§ 1 voert het beginsel van de onbeperkte toegelaten activiteit voor gepensioneerden in de pensioenregeling voor zelfstandigen in.

In het nieuwe eerste lid van artikel 30*bis* van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen wordt het beginsel van het onbeperkt toelaten van de beroepsactiviteit vanaf het bereiken van de normale pensioengerechtigde leeftijd voor zelfstandigen opnieuw in de wetgeving ingeschreven.

Tevens worden de bepalingen die een beperking van de beroepsactiviteit opleggen vanaf het bereiken van de normale pensioengerechtigde leeftijd, gewijzigd.

Hierbij wordt dezelfde techniek gehanteerd als die toegepast bij de invoering van het bewuste artikel. Het huidige artikel 30*bis*, eerste lid, verbiedt elke beroepsbezigheid. Die bepaling wordt behouden maar het verbod wordt beperkt tot en met de maand waarin de normale pensioengerechtigde leeftijd bereikt wordt.

Het huidige artikel 30*bis*, tweede lid, verleent de Koning bevoegdheid om uitzonderingen op het verbod toe te staan. Deze bepaling blijft behouden. Aangezien het beginsel van het onbeperkt toelaten van beroepsactiviteiten door gepensioneerden in een afzonderlijk lid werd ingevoerd, spreekt het voor zich dat de Koning geen beperkingen op dit beginsel kan opleggen.

Het is aangewezen dat de huidige koninklijke besluiten aangepast worden aan het algemene principe van het onbeperkt toelaten van de beroepsactiviteiten van gepensioneerden. *In concreto* gaat het om artikel 107, § 2, A), van het koninklijk besluit van 22 december 1967, dat het toegelaten inkomen vaststelt voor wie de pensioenleeftijd heeft bereikt. Die bepalingen kunnen nu worden opgeheven.

§ 2 voert het beginsel van de onbeperkte toegelaten activiteit voor gepensioneerden in de pensioenregeling voor werknemers in.

In de bepaling onder A) wordt het beginsel van het onbeperkt toelaten van de beroepsactiviteit vanaf het bereiken van de normale pensioengerechtigde leeftijd voor loontrekkenden via een nieuw lid ingeschreven.

In de bepaling onder B) worden de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het

retraite et de survie des travailleurs salariés, lesquelles imposent une limitation de l'activité professionnelle à partir du moment où l'âge normal de la retraite est atteint.

L'on applique en l'espèce la même technique que lors de l'adoption de l'article en question. L'article 25 actuel, alinéa 1^{er}, interdit toute activité professionnelle. Cette disposition est maintenue, tout en limitant l'interdiction en question jusqu'au mois où l'âge normal de la retraite est atteint.

L'article 25 actuel, alinéas 1^{er} et 2, confère au Roi le pouvoir de prévoir des exceptions à l'interdiction. Cet alinéa est maintenu. Mais comme le principe de l'autorisation illimitée pour les retraités d'exercer des activités professionnelles a été inséré dans un alinéa distinct, il va de soi que le Roi ne peut imposer aucune restriction à ce principe.

Il est indiqué d'adapter les arrêtés royaux en vigueur au principe général de l'autorisation illimitée pour les retraités d'exercer des activités professionnelles. Il s'agit concrètement de l'article 64, § 2, A) de l'arrêté royal du 21 décembre 1967, portant règlement général au régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés qui fixe le revenu autorisé pour toute personne qui a atteint l'âge de la retraite. Ces dispositions peuvent à présent être abrogées.

Les paragraphes suivants instaurent le principe de l'exercice illimité d'une activité autorisée pour les retraités du régime de pension du secteur public.

Le principe de l'autorisation illimitée d'exercer une activité professionnelle pour les bénéficiaires d'une pension du secteur public lorsqu'ils ont atteint l'âge normal de la retraite (65 ans) est inséré à l'article 3 de la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement.

Le texte actuel de l'article 3 est dès lors remplacé.

L'article 4 de la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement fixe les cas où une personne qui bénéficie d'une pension de retraite ou de survie peut acquérir des revenus provenant d'une activité professionnelle. Dès lors que l'activité autorisée à partir du moment où l'âge de la retraite est atteint n'est plus soumise à une limitation, on ne peut plus imposer de restriction à l'activité autorisée que pour la période qui précède. Cet article doit par conséquent être modifié en ce sens. Concrètement, la modification porte principalement sur l'article 4, § 1^{er}. Pour la bonne cohérence du texte, les autres paragraphes sont également adaptés :

— l'article 4, § 2, détermine la manière dont est fixé le revenu professionnel autorisé durant l'année au cours de laquelle le bénéficiaire de la pension atteint l'âge légal de la retraite. La réglementation est identique à celle qui est appliquée dans le secteur privé;

— l'ancien article 4, § 4, traite de l'activité autorisée par certains régimes particuliers de pension visés à l'article 5, § 1^{er}, de la loi qui applique actuellement les mêmes plafonds de revenus, aussi bien avant qu'après l'âge légal de la retraite. Nous souhaitons conserver cette réglementation. C'est la raison pour laquelle cette disposition est entièrement réécrite et les plafonds de revenus de l'ancien article 4, § 1^{er} (que nous avons remplacés nous-mêmes), sont repris. Par souci de cohérence, cette disposition est renumérotée en article 4, § 2;

— l'ancien article 4, § 2, détermine la manière dont est fixé le revenu professionnel autorisé durant l'année au cours de laquelle le bénéficiaire de la pension atteint l'âge légal de la retraite. La

rust- en overlevingspensioen voor werknemers die een beperking van de beroepsactiviteit opleggen vanaf het bereiken van de normale pensioengerechtigde leeftijd, gewijzigd.

Hierbij wordt dezelfde techniek gehanteerd als die toegepast bij de invoering van het bewuste artikel. Het huidige artikel 25, eerste lid, verbiedt elke beroepsbezigheid. Die bepaling wordt behouden maar het verbod wordt beperkt tot en met de maand waarin de normale pensioengerechtigde leeftijd bereikt wordt.

Het huidige artikel 25, eerste en tweede lid, verleent de Koning bevoegdheid om in uitzonderingsbepalingen op het verbod te voorzien. Dat lid wordt behouden. Maar doordat het principe van het onbeperkt toelaten van beroepsactiviteiten door gepensioneerden in een afzonderlijk lid werd ingevoerd, spreekt het voor zich dat de Koning geen beperkingen aan dit principe kan opleggen.

Het is aangewezen dat de huidige koninklijke besluiten aangepast worden aan het algemene principe van het onbeperkt toelaten van de beroepsactiviteiten van gepensioneerden. *In concreto* gaat het om artikel 64, § 2, A), van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, dat het toegelaten inkomen vaststelt voor wie de pensioenleeftijd heeft bereikt. Deze bepalingen kunnen nu worden opgeheven.

De volgende paragrafen voeren het beginsel van de onbeperkte toegelaten activiteit voor gepensioneerden in de pensioenregeling van de openbare sector in.

Het beginsel van het onbeperkt toelaten van de beroepsactiviteit vanaf het bereiken van de normale pensioengerechtigde leeftijd voor personen die een pensioen van de openbare sector genieten (65 jaar) wordt ingeschreven in artikel 3 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen.

De bestaande tekst van artikel 3 wordt dan ook vervangen.

Artikel 4 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen bepaalt de gevallen waarin een persoon die een rust- of een overlevingspensioen geniet, inkomsten uit een beroepsactiviteit mag verwerven. Omdat de toegelaten activiteit vanaf het bereiken van de normale pensioengerechtigde leeftijd niet langer beperkt wordt, kunnen slechts aan de daaraan voorafgaande periode beperkingen aan de toegelaten activiteit worden opgelegd. Dit artikel dient dan ook in die zin te worden aangepast. *In concreto* heeft de wijziging voornamelijk betrekking op artikel 4, § 1. Voor de samenhang van de tekst worden ook de andere paragrafen behandeld :

— artikel 4, § 2, bepaalt de wijze waarop het toegelaten beroepsinkomen vastgesteld wordt in het jaar waarin de pensioengerechtigde de wettelijke pensioenleeftijd bereikt. De regeling is dezelfde als die welke in de private sector van toepassing is;

— het oude artikel 4, § 4, behandelt de toegelaten activiteit voor enkele speciale pensioenregelingen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet, waarin momenteel ook voor de wettelijke pensioenleeftijd dezelfde toegelaten inkomstengrenzen gehanteerd worden als na de wettelijke pensioenleeftijd. Die regeling willen we behouden. Om die reden wordt die bepaling volledig herschreven en worden de inkomstengrenzen van het oude (en door ons vervangen) artikel 4, § 1, hernomen. Die bepaling wordt omwille van de consistentie van de tekst hernoemd naar artikel 4, § 2;

— het oude artikel 4, § 2, bepaalt de wijze waarop het toegelaten beroepsinkomen vastgesteld wordt in het jaar waarin de pensioengerechtigde de wettelijke pensioenleeftijd bereikt. De

réglementation est identique à celle qui est appliquée dans le secteur privé. Comme cette disposition vaut aussi bien pour les retraités en général que pour celles visées à l'article 5, § 1^{er}, de la loi, cet article, dans sa forme adaptée, est renuméroté en article 4, § 3;

— certains paragraphes sont abrogés et, dans d'autres, les références à des paragraphes abrogés sont supprimées.

L'article 5 de la même loi traite de la situation de quelques régimes de pension particuliers. Dans ces cas-là, les retraités peuvent, comme prévu à l'ancien article 4, § 4 (renuméroté par nous en article 4, § 2), cumuler un revenu professionnel plus élevé avec leur pension. L'article 5, § 1^{er}, règle la situation avant l'âge de la pension et le § 2 la situation à partir de l'âge de la retraite. Ce dernier paragraphe devient superflu en raison de l'instauration de l'exercice illimité d'une activité autorisée une fois atteint l'âge de la retraite. De ce fait, le § 3 perd également sa raison d'être. Ces deux derniers paragraphes sont donc abrogés.

L'article 6 de la même loi du 5 avril 1994 dispose que la personne qui a atteint l'âge de 65 ans et qui bénéficie d'une ou de plusieurs pensions de survie est autorisée à percevoir des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle, comme le prévoit l'article 4. Puisque le principe général — énoncé à l'article 3 (exercice illimité d'une activité autorisée) — s'applique en l'espèce, il convient d'abroger cet article.

À l'article 8 de la loi du 5 avril 1994, il y a lieu de supprimer le renvoi à l'article 6 de la même loi.

L'article 9 de la même loi dispose que le revenu professionnel autorisé d'un retraité ayant au moins un enfant à charge est majoré d'un montant forfaitaire. Étant donné que les ayants droit qui ont déjà atteint l'âge légal de la pension ont la possibilité d'acquiescer un revenu complémentaire illimité, la référence aux dispositions de la loi modifiée relatives à ces catégories de revenus professionnels n'a plus aucun sens. Ces références ont donc été omises dans la nouvelle formulation.

Dans l'article 10 de la même loi, la référence à l'article 6 abrogé est supprimée.

L'article 11 de la loi du 5 avril 1994 concerne les mandats politiques (au sens large). La réglementation en vigueur prévoit, à titre d'exception, que les limitations d'exercer une activité professionnelle autorisée avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans ne sont pas applicables si l'activité autorisée est un mandat politique (au sens large). Comme la législation en vigueur a déjà prévu une exception, celle-ci est par conséquent maintenue. La législation actuelle prévoit néanmoins que dès la prise de cours de la pension, les limitations qui grèvent l'exercice d'une activité autorisée s'appliquent bel et bien à l'exercice d'un nouveau mandat politique (au sens large). À la lumière du principe général, cette disposition doit être abrogée, de manière que la règle de l'exercice illimité d'une activité autorisée devienne applicable.

Cela suppose concrètement la suppression de la limite d'âge et le renvoi aux seuls articles 4 et 7 — qui portent sur les exceptions s'appliquant aux cas où l'âge normal de la retraite n'est pas encore atteint — en précisant que ces articles ne sont pas applicables aux mandats politiques (au sens large).

Il n'est pas nécessaire de prévoir une disposition spécifique pour le moment où l'âge normal de la retraite est atteint. La disposition générale de l'article 3 de la loi du 5 avril 1994 suffit.

L'article 12 de la loi du 5 avril 1994 règle notamment l'obligation de déclarer un cumul et la sanction qui frappe la non-déclaration d'un cumul. Cet article ne retient comme critère que « l'exercice d'une activité professionnelle visée à l'article 2 ».

regeling is dezelfde als die welke in de private sector van toepassing is. Omdat deze bepaling zowel geldt voor de pensioenen in het algemeen als voor de pensioenen bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet, wordt dit artikel in zijn aangepaste vorm vernummerd naar artikel 4, § 3;

— een aantal paragrafen worden opgeheven en in andere worden de verwijzingen naar opgeheven paragrafen weggelaten.

Artikel 5 van dezelfde wet behandelt de situatie van enkele specifieke pensioenregelingen. In die gevallen mogen gepensioneerd, zoals bepaald in het oude artikel 4, § 4 (door ons vernummerd tot artikel 4, § 2) een hoger beroepsinkomen cumuleren met hun pensioen. Artikel 5, § 1, behandelt de situatie vóór de pensioenleeftijd, § 2 de situatie vanaf pensioenleeftijd. Die paragraaf wordt, na het invoeren van de onbeperkte toegelaten activiteit vanaf pensioenleeftijd overbodig. Ook § 3 verliest daardoor zijn relevantie. Die laatste twee paragrafen worden dan ook opgeheven.

Artikel 6 van dezelfde wet van 5 april 1994 bepaalt dat iemand die de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt en één of meer overlevingspensioenen ontvangt, inkomsten uit een beroepsactiviteit mag ontvangen, zoals bepaald in artikel 4. Omdat hier het algemene principe speelt — dat vervat is in artikel 3 — (onbeperkte toegelaten activiteit) dient dit artikel te worden opgeheven.

De verwijzing in artikel 8 van de wet van 5 april 1994 naar artikel 6 van dezelfde wet dient te worden geschrapt.

Artikel 9 van dezelfde wet bepaalt dat het toegelaten beroepsinkomen van een pensioengerechtigde met minstens één kind ten laste met een forfaitair bedrag verhoogd wordt. Omdat pensioengerechtigden die de wettelijke pensioenleeftijd reeds bereikt hebben onbeperkt mogen bijverdienen, heeft de verwijzing naar de bepalingen in de gewijzigde wet betreffende die categorieën van beroepsinkomsten geen zin meer. Die verwijzingen werden dan ook in de nieuwe formulering weggelaten.

In artikel 10 van dezelfde wet wordt de verwijzing naar het opgeheven artikel 6 weggelaten.

Artikel 11 van de wet van 5 april 1994 heeft betrekking op de politieke mandaten (*sensu lato*). De huidige regeling bepaalt dat bij wijze van uitzondering de beperkingen van de toegelaten activiteit vóór het bereiken van de leeftijd van 65 jaar niet van toepassing zijn, wanneer de toegelaten activiteit een politiek mandaat (*sensu lato*) betreft. Omdat de bestaande wetgeving reeds in een uitzondering voorzien heeft, wordt die uitzondering dan ook behouden. De bestaande wetgeving bepaalt evenwel dat éénmaal het pensioen is ingegaan, de beperkingen van de toegelaten activiteit wel van toepassing zijn bij het opnemen van een nieuw politiek mandaat (*sensu lato*). In het licht van het algemene principe dient die bepaling te worden opgeheven, zodat de onbeperkt toegelaten activiteit hier van toepassing wordt.

In concreto wordt in het artikel de leeftijdsgrens geschrapt en wordt enkel verwezen naar de artikelen 4 en 7 die betrekking hebben op de uitzonderingsbepalingen voor het bereiken van de normale pensioengerechtigde leeftijd met de melding dat de artikelen voor de politieke mandaten (*sensu lato*) niet van toepassing zijn.

Een specifieke bepaling voor het ogenblik dat de normale pensioengerechtigde leeftijd is bereikt, is niet nodig. De algemene bepaling in artikel 3 van de wet van 5 april 1994 volstaat.

Artikel 12 van de wet van 5 april 1994 regelt onder meer de aangifteplicht en de sanctie voor een niet-aangegeven cumulatie. Het artikel neemt enkel als criterium « het uitoefenen van een in artikel 2 bedoelde beroepsactiviteit ».

Il est indiqué de renvoyer aussi au moment de l'exercice de l'activité professionnelle. Cet article ne s'applique qu'aux cas où une activité professionnelle est exercée pendant la période allant jusqu'au mois où l'âge normal de la retraite est atteint.

Dans l'article 14, il y a lieu de modifier quelques références aux articles adaptés.

L'article 19 dispose que le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier les règles régissant l'activité professionnelle autorisée, visée à certains articles de la présente loi, en vue de maintenir l'uniformité des règles relatives à l'activité professionnelle autorisée dans les différents régimes de pension (et donc aussi dans le secteur privé).

Il y a lieu de supprimer la référence à l'article 6 (abrogé par nous). En outre, la référence à l'article 11 peut également être omise, dès lors que notre proposition de loi permet également le cumul illimité d'un mandat politique avec une pension de retraite et de survie.

N° 3 DE M. BEKE ET MME DE SCHAMPHELAERE

Art. 27ter (nouveau)

Insérer un article 27ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 27ter. — À l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, remplacé par la loi du 27 juillet 1971 et modifié par la loi du 10 février 1981 et par l'arrêté royal du 23 décembre 1996, l'alinéa suivant est inséré avant le premier alinéa :

« Pour l'application des règles en matière de cumul en ce qui concerne le calcul de la pension de survie, les revenus que le bénéficiaire tire de la poursuite d'une activité professionnelle ne sont pas pris en considération. »

L'article 30bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, inséré par l'arrêté royal du 26 mars 1981 et modifié par la loi du 7 avril 1995 et par l'arrêté royal du 30 janvier 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des règles en matière de cumul en ce qui concerne le calcul de la pension de survie, les revenus que le bénéficiaire tire de la poursuite d'une activité professionnelle ne sont pas pris en considération. »

Justification

Le présent amendement modifie la législation sur les activités professionnelles autorisées des veuves ou des veufs qui peuvent

Het is aangewezen om ook te verwijzen naar het tijdstip van de uitoefening van de beroepsactiviteit. Dit artikel is slechts van toepassing op de gevallen waarin een beroepsactiviteit wordt uitgeoefend in de periode tot en met de maand waarin de normale pensioengerechtigde leeftijd bereikt wordt.

In artikel 14 dienen enkele verwijzingen naar aangepaste artikels gewijzigd te worden.

Artikel 19 bepaalt dat de Koning bij een in de Ministerraad overlegd besluit de regels met het oog op de toelating van de toegelaten beroepsactiviteit, zoals bepaald door een aantal artikelen in deze wet, kan wijzigen, teneinde de uniformiteit van de regels inzake toegelaten beroepsactiviteit in de verschillende pensioenregelingen (dus ook in de private sector) te kunnen behouden.

De verwijzing naar artikel 6 (door ons opgeheven) dient hierbij geschrapt te worden. Bovendien kan ook de verwijzing naar artikel 11 wegvallen, vermits ons wetsvoorstel ook in de onbepaalde cumulatie van een politiek mandaat met een rust- of overlevingspensioen voorziet

Nr. 3 VAN DE HEER BEKE EN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Art. 27ter (nieuw)

Een artikel 27ter (nieuw) invoegen luidende :

« Art. 27ter. — In artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, vervangen bij de wet van 27 juli 1971 en gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981 en het koninklijk besluit van 23 december 1996, wordt vóór het eerste lid het volgende lid toegevoegd :

« Voor de toepassing van de cumulatierregels inzake het overlevingspensioen worden de inkomsten die de gerechtigde verwerft uit een voortgezette beroepsactiviteit niet in aanmerking genomen.

Artikel 30bis van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 maart 1981 en gewijzigd bij de wet van 7 april 1995 en het koninklijk besluit van 30 januari 1997, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van de cumulatierregels inzake het overlevingspensioen worden de inkomsten die de gerechtigde verwerft uit een voortgezette beroepsactiviteit niet in aanmerking genomen. » »

Verantwoording

Dit amendement wijzigt de wetgeving over de toegelaten beroepsactiviteiten van weduwen of weduwnaars die in aanmer-

prétendre à une pension de survie. Cette législation date d'une période où le modèle courant était celui du soutien de famille; elle doit être adaptée aux types de carrières plus actuels. En effet, à l'heure actuelle, le modèle du ménage à double revenu est prédominant. Après un décès, le partenaire survivant se trouve souvent confronté à des dilemmes en raison des conséquences imprévues pour ce qui est de la situation financière, de la situation de travail et de l'avenir des enfants éventuels.

En juin 2002, les femmes ACW de Flandre occidentale ont lancé une pétition afin de mettre en lumière cette problématique concrète à laquelle bon nombre de veuves et de veufs sont confrontés. Elles demandaient de tenir compte à tout le moins, lors du calcul de la pension de survie, d'une limitation des revenus globaux et non pas d'une limitation du travail professionnel autorisé, pour éviter le risque, pour les bénéficiaires, de perdre complètement, à court terme, leur pension de survie. De pareilles exigences doivent se traduire sur le plan politique. Dans la présente proposition de loi, nous plaidons pour la suppression de la limitation du travail professionnel autorisé, tant pour les travailleurs que pour les indépendants.

Si, au moment du décès d'un des conjoints, l'époux survivant est marié depuis au moins un an et est âgé de 45 ans au moins ou a des enfants à charge, il peut bénéficier d'une pension de survie. Le montant de la pension est calculé sur la base des prestations de travail (ancienneté et salaire) du partenaire défunt, c'est-à-dire sur la base de droits acquis.

En vertu de l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et de l'article 30bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, la veuve ou le veuf bénéficiaire ne peut exercer qu'une activité professionnelle restreinte, à peine de déchéance de la pension de survie.

Les règles susvisées datent d'une période où la plupart des ménages comptaient un unique soutien de famille et où, en règle générale, les femmes mariées ne travaillaient pas à l'extérieur. Toutefois, dans la société actuelle, les ménages à double revenu sont la règle: l'homme et la femme ont chacun une activité professionnelle et tendent vers une répartition équilibrée des tâches domestiques. Pour des raisons diverses, les ménages n'ayant qu'un soutien de famille constituent à l'heure actuelle une minorité. En fait, les ménages fortunés sont les seuls à pouvoir opter pour un statut de femme au foyer. Pour pouvoir s'offrir à eux-mêmes et à leurs enfants des possibilités de développement optimales, l'immense majorité des époux et des épouses sont contraints d'exercer une activité professionnelle. Bien des couples qui travaillent à deux ne sont pas prêts à abandonner sans plus ce mode de vie.

Concrètement, la législation hypothèque lourdement le développement et l'avenir du partenaire survivant et, surtout, les perspectives d'avenir des enfants éventuels du ménage. Alors que l'un et l'autre des parents tiraient les seuls revenus d'un travail avant le décès, après celui-ci, le revenu de l'ayant droit du défunt, en l'espèce la pension de survie, et celui du survivant, en l'espèce le salaire, sont limités. La disparition d'un des parents, avec toutes ses conséquences psychologiques, sociales et matérielles, est déjà en soi fort pénible pour tous les membres du ménage. Si la charge s'en trouve alourdie, la situation devient pour ainsi dire insupportable. Le fait que l'époux survivant soit sanctionné pour le décès de son conjoint est l'élément le plus pénible. À la perte de son conjoint et à l'impossibilité d'encore partager à deux la responsabilité du ménage s'ajoute, pour l'époux survivant, la nécessité de s'imposer des restrictions financières.

Pour les enfants, cette situation peut avoir des conséquences concrètes sur le plan des études et, partant, en ce qui concerne leurs perspectives de travail. Elle obligera dans bien des cas l'époux survivant à sacrifier sa carrière professionnelle pour

king komen voor een overlevingspensioen. Die wetgeving dateert uit een periode waarin het kostwinnersmodel gangbaar was en moet worden aangepast aan meer hedendaagse loopbaanprofielen. Vandaag domineert immers het tweeverdienersmodel. Na een overlijden komt de overlevende partner vaak voor dilemma's te staan wegens de onvoorziene gevolgen voor de financiële en de arbeidssituatie én voor de toekomst van eventuele kinderen.

In juni 2002 lanceerden de West-Vlaamse ACW-vrouwen een petitieactie om die concrete problematiek van vele weduwen en weduwnaars in het daglicht te stellen. Zij pleitten ervoor bij de berekening van het overlevingspensioen ten minste een begrenzing van het totaalinkomen in acht te nemen in plaats van een begrenzing van de toegelaten beroepsarbeid. Zo vermijdt men dat gerechtigden hun overlevingspensioen op korte termijn volledig kunnen verliezen. Dergelijke eisen vragen een politieke vertaling. In dit wetsvoorstel pleiten we voor de opheffing van de begrenzing van de toegelaten beroepsarbeid, zowel voor werknemers als voor zelfstandigen.

Indien de langstlevende echtgenoot, op het ogenblik van het overlijden van de partner, ten minste één jaar gehuwd was en minstens 45 jaar oud is of kinderen ten laste heeft, kan hij of zij een overlevingspensioen genieten. Het pensioenbedrag wordt berekend op basis van de arbeidsprestaties (anciënniteit en loon) van de overleden partner, dus op grond van opgebouwde rechten.

Krachtens artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en artikel 30bis van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen kan de gerechtigde weduwe of weduwnaar slechts een beperkte beroepsactiviteit uitoefenen op straffe van verval van het overlevingspensioen.

De regelgeving dateert uit een periode waarin de meeste gezinnen één kostwinner telden en gehuwde vrouwen meestal niet buitenshuis werkten. In de huidige samenleving zijn echter tweeverdieners de regel: man en vrouw hebben elk een eigen beroepsactiviteit en streven naar evenwichtige verdeling van de zorgtaken. Om diverse redenen vormen kostwinnersgezinnen vandaag een minderheid. Enkel kapitaalkrachtigen kunnen in feite kiezen voor de status van thuiswerkende vrouw. Om zichzelf en hun kinderen optimale ontplooiingskansen te kunnen bieden, is de overgrote meerderheid van de gehuwde koppels genoodzaakt beiden een beroepsactiviteit uit te oefenen. Voor velen is dat ook een levenswijze die ze niet zomaar opgeven.

De wetgeving legt concreet een zware hypotheek op de ontwikkeling en de toekomst van de overlevende partner en vooral op de toekomstkansen van eventuele kinderen in het gezin. Terwijl vóór het overlijden beide ouders inkomsten uit arbeid hadden, wordt zowel het inkomen van de overledene, *in casu* het overlevingspensioen, als dat van de overlevende, *in casu* het loon, beperkt. Het wegvallen van een ouder, met alle gevolgen vandien op psychologisch, sociaal en materieel vlak, is reeds zeer belastend voor alle gezinsleden. Indien de financiële druk dan ook nog verhoogt, wordt de last bijna onoverkomelijk. Het meest schrijnende is dat de overlevende gestraft wordt voor het overlijden van de partner. Naast het verlies van de partner en de niet langer gedeelde verantwoordelijkheid voor het gezin, is er de noodzaak om zich financieel in te perken.

Voor de kinderen kan dit concrete gevolgen hebben voor hun studiemogelijkheden en daardoor ook hun latere tewerkstelling. Voor de overlevende partner zelf betekent het in vele gevallen dat de uitbouw van de beroepsloopbaan moet worden opgeofferd om

pouvoir conserver le droit à la pension de survie. Il doit constamment surveiller ses revenus et il est souvent tenaillé par une crainte non négligeable de dépasser le montant autorisé. Une modification dans la situation familiale, une allocation spéciale de l'employeur, une petite augmentation salariale, ... tout cela peut avoir d'énormes conséquences en ce qui concerne la pension de survie. Un autre problème concret se présente en cas de modification de la situation personnelle. Celui qui bénéficie d'une pension de retraite et qui travaille à temps partiel perd le droit à une allocation en cas de maladie ou de chômage (technique).

Si l'on accepte que les retraités puissent cumuler de manière illimitée le bénéfice du statut de retraité et de l'allocation qui en résulte, avec celui des revenus d'un travail, il faut accepter à fortiori un tel cumul de la part de ceux qui ont subi la perte de leur conjoint.

N° 4 DE M. BEKE ET MME DE SCHAMPHELAERE

Art. 65

Compléter au 5° le point 15^o octies, alinéa 1^{er}, par les mots :

« et qui peut exclusivement être utilisé dans le cadre de l'article 69, § 5. »

Justification

Les moyens affectés au fonds provisionnel peuvent uniquement être utilisés pour le budget global des médicaments et ne peuvent donc être utilisés à aucune autre fin.

N° 5 DE M. BEKE ET MME DE SCHAMPHELAERE

Art. 65bis (nouveau)

Insérer un article 65bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 65bis. — À l'art. 35bis, § 3, de la même loi, le mot « recevable » est inséré entre les mots « En cas d'introduction d'une demande d'inscription » et « dans la liste. »

Justification

Si l'on veut mettre en œuvre la sanction prévue à l'art. 65, 1° (à savoir que le demandeur qui ne paie pas les cotisations dues, ne peut plus introduire de nouvelle demande de remboursement pour ses spécialités, ou voit sa demande clôturée), il convient de préciser également à l'article 35bis, § 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, que la Commission de Remboursement des médicaments ne peut pas traiter la demande.

het recht op het overlevingspensioen niet te verliezen. Het inkomen moet voortdurend in het oog gehouden worden en de angst om boven het toegelaten bedrag te komen is vaak groot. Een wijziging in de gezinssituatie, een extra toelage van de werkgever, een kleine loonsverhoging, ... het kan verregaande gevolgen hebben voor het overlevingspensioen. Een ander concreet probleem doet zich voor bij een wijziging in de persoonlijke situatie. Wie een overlevingspensioen geniet en deeltijd bijwerkt, verliest het recht op een uitkering in geval van ziekte of (technische) werkloosheid.

Wanneer aanvaard wordt dat gepensioneerden het statuut van pensioengerechtigde met de daaruit voortvloeiende vergoeding onbeperkt kunnen cumuleren met inkomsten uit arbeid, dan moet dat zeker gelden voor diegenen die getroffen zijn door het verlies van een partner.

Nr. 4 VAN DE HEER BEKE EN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Art. 65

In dit artikel, het 5° aanvullen als volgt :

« en dat uitsluitend kan worden aangewend in het kader van art. 69, § 5. »

Verantwoording

De middelen van het provisiefonds kunnen enkel worden gebruikt voor het globale budget geneesmiddelen en kunnen dus voor geen enkel ander doeleinde worden aangewend.

Nr. 5 VAN DE HEER BEKE EN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Art. 65bis (nieuw)

Een art. 65bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 65bis. — In art. 35bis, § 3 wordt het woord « ontvankelijke » ingevoegd tussen de woorden « In geval van indiening van een » en « aanvraag ». »

Verantwoording

Indien men de sanctie vermeld in art. 65, 1° wil doorvoeren (met name de aanvrager die verschuldigde heffing niet betaalt zal zijn aanvraag in het kader van terugbetaling van hun specialiteiten niet meer kunnen indienen of afsluiten), dient men ook in art. 35bis, § 3 van de ZIV-wet duidelijk te maken dat de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen de aanvraag niet kan behandelen.

N° 6 DE M. BEKE ET MME DE SCHAMPHELAERE

Art. 76bis (nouveau)

Sous l'intitulé «Le statut social des médecins», insérer un nouveau chapitre IIbis comprenant un article 76bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art 76bis.— L'article 54, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 est complété par la disposition suivante :

« Le Roi peut fixer les modalités et la procédure pour la récupération de la cotisation de l'Institut s'il est établi que le bénéficiaire ne respecte pas les termes de l'accord ou du contrat. Il peut également déterminer la manière dont ces faits doivent être établis. »

Justification

En application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 mars 1983, tous les médecins qui n'ont pas notifié un refus d'adhésion à l'accord peuvent bénéficier d'une cotisation INAMI pour le statut social. Il importe peu que ceux-ci soient réputés avoir adhéré à cet accord pour leur activité professionnelle complète ou dans les conditions de temps et de lieu. L'adhésion doit en principe porter sur l'année entière et les médecins doivent exercer une activité effective dans le cadre de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Cette réglementation présente une faille : le médecin qui n'a pas notifié son refus n'est pas tenu de respecter effectivement les clauses de l'accord. L'article 54, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités définit le pouvoir du Roi en matière d'octroi du statut social dans les termes suivants : « Le Roi peut (...) instituer un régime d'avantages sociaux pour les médecins (...) qui sont réputés avoir adhéré aux termes des accords visés à l'article 50, § 1^{er}, et qui en demandent le bénéfice, selon des modalités proposées par la Commission permanente (...) ».

En d'autres termes, le Roi ne peut lier l'obtention des avantages sociaux qu'à deux conditions :

— les médecins doivent être réputés avoir adhéré aux termes de l'accord;

— ils doivent introduire une demande.

En vertu du prescrit de l'article 50, § 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, les médecins qui n'ont pas notifié un refus d'adhésion aux accords sont réputés d'office avoir adhéré à ces accords. Sur ce point, l'arrêté royal du 31 mars 1983 exécute donc parfaitement le cadre légal. Dans le cadre légal actuel, le Roi ne peut pas faire dépendre l'octroi de la cotisation INAMI du respect effectif des tarifs convenus.

Nr. 6 VAN DE HEER BEKE EN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Art. 76bis (nieuw)

Onder het opschrift «Het sociaal statuut van de geneesheren», een nieuw hoofdstuk IIbis invoegen dat art. 76bis omvat, dat luidt als volgt :

« Art. 76bis (nieuw). — Artikel 54, § 1, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan de modaliteiten en de procedure vastleggen voor het terugvorderen van de bijdrage van het Instituut indien wordt vastgesteld dat de begunstigde de termen van het akkoord of de overeenkomst niet naleeft, evenals de wijze waarop deze feiten moeten worden vastgesteld. »

Verantwoording

Met toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 maart 1983 komen alle geneesheren die geen weigering tot toetreding betekend hebben tot het akkoord in aanmerking voor een RIZIV-bijdrage voor het sociaal statuut. Het is hierbij niet relevant of zij geacht worden tot dat akkoord te zijn toegetreden voor hun volledige beroepsactiviteit of onder de voorwaarden inzake tijd en plaats. De toetreding moet in principe betrekking hebben op het gehele jaar, en de geneesheren moeten effectief een activiteit, in het kader van de ZIV-wet uitoefenen.

Deze reglementering vertoont een gebrek : er wordt niet vereist dat de geneesheer die geen weigering heeft betekend ook effectief de bepalingen van het akkoord naleeft. Artikel 54, § 1, eerste lid van de ZIV-wet omschrijft de bevoegdheid van de Koning inzake het toekennen van het sociaal statuut als volgt : « De Koning kan een regeling van sociale voordelen invoeren voor de geneesheren die geacht worden tot de termen van de in artikel 50, § 1, bedoelde akkoorden toegetreden te zijn, en die, volgens de door de Bestendige Commissie voorgestelde modaliteiten, het genot ervan vragen. ».

De Koning kan het verkrijgen van de sociale voordelen met andere woorden maar koppelen aan twee voorwaarden :

— geacht worden toegetreden te zijn tot de termen van het akkoord;

— een aanvraag indienen.

Ingevolge de bepalingen van artikel 50, § 3, van de ZIV-wet worden geneesheren van rechtswege geacht tot die akkoorden te zijn toegetreden indien zij geen weigering tot toetreding tot de akkoorden betekend hebben. Het koninklijk besluit van 31 maart 1983 is dus op dit vlak een perfecte uitvoering van de wettelijke basis. De Koning kan met de huidige wettelijke basis het toekennen van de RIZIV bijdrage niet afhankelijk maken van het effectief respecteren van de afgesproken tarieven.

Il convient dès lors de compléter, sur ce point, l'alinéa 3 de l'article 54, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

N° 7 DE M. BEKE ET MMES DE SCHAMPHELAERE ET de BETHUNE

Art. 21bis (nouveau)

Insérer un article 21bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 21bis (nouveau). — § 1^{er}. L'article 30, § 3, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, inséré par la loi du 10 août 2001, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. Sans préjudice de dispositions plus favorables de conventions de travail individuelles ou collectives, le travailleur a le droit de s'absenter du travail lorsqu'il accueille, à son domicile, un enfant en vue de l'adopter. Ce congé d'adoption ne peut excéder une période de huit semaines.

Le congé d'adoption doit être pris à partir du jour où l'enfant adopté est inscrit dans le registre de la population ou le registre des étrangers du domicile des parents adoptifs. Si les parents adoptifs sont salariés et s'ils souhaitent tous deux bénéficier du congé d'adoption, l'un d'eux prend congé le premier et l'autre dans les trente jours de l'expiration du congé de son conjoint.

Par dérogation à l'alinéa 2, le congé d'adoption peut prendre cours le jour où le travailleur part à l'étranger, à la condition qu'à son retour en Belgique, l'adoption soit effective.

Le travailleur qui désire faire usage du droit à un congé d'adoption avertit l'employeur au préalable par une lettre recommandée avec accusé de réception dans laquelle il mentionne le motif ainsi que les dates de début et de fin du congé d'adoption. Il remet à l'employeur une attestation qui prouve que l'enfant adopté a été inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers.

L'employeur ne peut faire un acte tendant à mettre fin unilatéralement à la relation de travail, une fois qu'il a reçu la lettre recommandée visée à l'alinéa 4, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois prenant cours à la fin du congé d'adoption, sauf pour des motifs étrangers à la demande de congé d'adoption. Si le travailleur est licencié avant l'expiration du délai précité, la charge de la preuve des motifs en question

Het derde lid van artikel 54, § 1 van de ZIV-wet dient dienaangaande dus te worden aangevuld.

Wouter BEKE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.

Nr. 7 VAN DE HEER BEKE EN DE DAMES DE SCHAMPHELAERE EN de BETHUNE

Art. 21bis (nieuw)

Een artikel 21bis (nieuw) invoegen luidende :

« Art. 21bis (nieuw). — § 1. Artikel 30, § 3, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Onverminderd gunstige bepalingen in collectieve of individuele arbeidsovereenkomsten heeft de werknemer het recht om afwezig te blijven van zijn werk ingeval hij een kind in zijn huis opneemt om het te adopteren. Het adoptieverlof bedraagt ten hoogste acht weken.

Het adoptieverlof dient te worden opgenomen vanaf de dag waarop het adoptiekind wordt ingeschreven in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de woonplaats van de adoptieouders. Indien beide adoptieouders werknemers zijn en beiden het adoptieverlof wensen op te nemen, kan één van de adoptieouders het adoptieverlof opnemen binnen dertig dagen volgend op het verstrijken van het adoptieverlof van de adoptieouder die als eerste het verlof opneemt.

In afwijking van het tweede lid kan het adoptieverlof ingaan op de dag van de afreis van de werknemer naar het buitenland, op voorwaarde dat bij de terugkeer in België de adoptie tot stand is gekomen.

De werknemer die gebruik wenst te maken van het recht op adoptieverlof, brengt vooraf de werkgever op de hoogte door middel van een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, met vermelding van de reden en van de begin- en einddatum van het adoptieverlof. Hij legt aan de werkgever een attest voor dat de inschrijving van het adoptiekind in het bevolkings- of in het vreemdelingenregister bevestigd is.

Na ontvangst van de aangetekende brief waarvan sprake is in het vierde lid, mag de werkgever gedurende een periode die loopt tot zes maanden na het adoptieverlof, geen handeling stellen die ertoe strekt eenzijdig een einde te maken aan de dienstbetrekking, behalve om redenen die vreemd zijn aan de aanvraag tot adoptieverlof. De bewijslast van die redenen rust op de werkgever wanneer de werknemer

incombe à l'employeur. Si le motif invoqué à l'appui du licenciement ne répond pas aux prescriptions de la première phrase ou à défaut de motif, l'employeur paie au travailleur une indemnité forfaitaire égale à la rémunération brute de trois mois, sans préjudice des indemnités dues au travailleur en cas de rupture du contrat de travail.

La rémunération du travailleur au cours du congé d'adoption est identique à celle dont jouit la travailleuse en repos de maternité. »

§ 2. L'article 12bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, abrogé par l'arrêté royal du 13 janvier 2003, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 12bis. — § 1^{er}. La période de repos de maternité est une période ininterrompue de trois semaines qui prend cours le lendemain du jour de l'accouchement, au cours de laquelle la titulaire est censée être incapable de travailler en application de l'article 21, alinéa 2.

§ 2. Le parent adoptif bénéficie également de la présomption d'incapacité de travail en application de l'article 21, alinéa 2, pour une période ininterrompue de trois semaines qui prend cours le jour de l'inscription de l'enfant adopté dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers du domicile des parents adoptifs.

Le congé d'adoption peut également prendre cours le jour où le parent adoptif part à l'étranger, à la condition qu'à son retour en Belgique, l'adoption soit devenue effective.

Si les deux parents adoptifs sont des travailleurs indépendants, l'un d'eux peut prendre le congé d'adoption dans les trente jours qui suivent l'expiration du congé d'adoption du parent adoptif qui prend le congé le premier.

§ 3. Au cours de la période de trois semaines de repos de maternité et de la période de trois semaines de congé d'adoption, le montant de la rémunération accordée est de 906,55 EUR. »

§ 3. Le Roi fixe les modalités relatives à la demande et à l'octroi du congé d'adoption pour les travailleurs indépendants. »

Justification

1. L'instauration d'un congé d'adoption à part entière

La loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie (*Moniteur belge* du 15 septembre 2001) permet aux travailleurs du secteur privé de prendre, à partir du 1^{er} juillet

wordt ontslagen binnen de vermelde termijn. Indien de ingeroepen reden tot staving van het ontslag niet beantwoordt aan de in de eerste zin bepaalde voorwaarde of bij ontstentenis van reden, dient de werkgever aan de werknemer een forfaitaire vergoeding te betalen die gelijk is aan het brutoloon van drie maanden, onverminderd de vergoedingen aan de werknemer verschuldigd in geval van verbreking van de arbeidsovereenkomst.

Het adoptieverlof voor werknemers wordt op dezelfde manier vergoed als het moederschapsverlof. »

§ 2. Artikel 12bis van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, opgeheven bij koninklijk besluit van 13 januari 2003, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 12bis. § 1. Het tijdvak van moederschapsverlof is een ononderbroken tijdvak van drie weken dat aanvangt de dag na de bevalling, tijdens hetwelk de gerechtigde vermoed wordt arbeidsongeschikt te zijn met toepassing van artikel 21, tweede lid.

§ 2. Het vermoeden arbeidsongeschikt te zijn met toepassing van artikel 21, tweede lid, geldt tevens voor de adoptieouder voor een ononderbroken periode van drie weken die aanvangt bij de inschrijving van het adoptiekind in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de woonplaats van de adoptieouders.

Het adoptieverlof kan tevens ingaan op de dag van de afreis van de adoptieouder naar het buitenland, op voorwaarde dat bij de terugkeer in België de adoptie tot stand is gekomen.

Indien beide adoptieouders zelfstandig zijn, kan één van de adoptieouders het adoptieverlof opnemen binnen dertig dagen volgend op het verstrijken van het adoptieverlof van de adoptieouder die als eerste het verlof opneemt.

§ 3. Voor de periode van drie weken moederschapsverlof en voor de periode van drie weken adoptieverlof wordt een uitkering toegekend van 906,55 EUR. »

§ 3. De Koning stelt de nadere regels vast inzake de aanvraag en de toekenning van het adoptieverlof voor zelfstandigen. »

Verantwoording

1. De invoering van een volwaardig adoptieverlof

De wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven (*Belgisch Staatsblad* van 15 september 2001) geeft werknemers in de privésector vanaf

2002, dix jours de congé d'adoption rémunéré dans les trente jours qui suivent l'inscription de l'enfant dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers. Cette mesure constitue un timide premier pas vers un congé d'adoption en faveur des travailleurs salariés du secteur privé. Les travailleurs indépendants ne disposent d'aucune possibilité de prendre un congé d'adoption spécifique.

Le présent amendement vise à faire de la mesure entrée en vigueur en juillet 2002 un congé d'adoption à part entière, tant pour le secteur privé que pour les travailleurs indépendants.

Il s'inscrit dans le prolongement de la proposition de loi déposée précédemment instaurant un congé d'adoption pour les travailleurs salariés (doc. Sénat, n° 1-1259, redéposée sous le n° 2-122). Sur la base de cette proposition, le groupe CD&V du Sénat a déposé divers amendements au projet de loi relatif à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie. Ces amendements ont été rejetés les uns après les autres, en dépit des arguments soulignant l'importance d'un congé d'adoption spécifique.

Les dix jours de congé d'adoption que le gouvernement officiel a instaurés en application de la loi du 10 août 2001 ne suffisent absolument pas à réaliser ce que le CD&V considère comme une condition minimale dans le cadre d'une carrière flexible (*oranje loopbaan*). Le texte du congrès «De oranje levensloop; want het leven is meer dan werken alleen», approuvé au cours du congrès de Courtrai (septembre 2001), plaide plus précisément pour un crédit à l'éducation spécifique, couvrant notamment l'accueil des enfants adoptés. Dans le texte du congrès «Elke relatie telt. Elk kind verdient een warme thuis», le CD&V plaide, en se plaçant du point de vue de l'enfant, pour des mesures mettant concrètement en œuvre le principe selon lequel «tout enfant est désiré». Tout enfant a droit à un chez-soi chaleureux, quel que soit le contexte familial dans lequel il grandit.

Les auteurs du présent amendement entendent contribuer à l'instauration d'un congé d'adoption à part entière. En outre, l'octroi d'un congé d'adoption aux travailleurs indépendants incite à mieux harmoniser les divers statuts en matière de protection sociale et à prendre des mesures permettant de mieux combiner le travail et le souci d'assurer la qualité de vie.

2. Les lignes de force de l'amendement

Premièrement, l'amendement accorde aux salariés du secteur privé le droit à un congé d'adoption de huit semaines. Il s'agit d'un droit individuel octroyé tant au père adoptif qu'à la mère adoptive.

Deuxièmement, il pose également les jalons d'un congé d'adoption rémunéré pour les indépendants. À cet effet, la réglementation existante en matière de repos de maternité est étendue au congé d'adoption, tant pour la mère adoptive que pour le père adoptif. L'amendement vise à accorder aux travailleurs indépendants un congé d'adoption de trois semaines, rémunéré de la même manière que le repos de maternité.

Si les parents adoptifs sont tous deux salariés ou tous deux indépendants, il leur est possible de prendre le congé d'adoption à tour de rôle. Au moins un des deux parents adoptifs prend le congé dès le jour de l'inscription de l'enfant adopté dans le registre de la population ou le registre des étrangers. L'autre parent adoptif prendra le congé d'adoption dans les trente jours de l'expiration du congé d'adoption pris par le premier.

Lorsqu'il est question de l'accueil d'un enfant étranger, le congé d'adoption peut prendre cours, par dérogation à ce délai, le jour où le parent adoptif part à l'étranger, à condition qu'à son retour en Belgique, l'adoption soit devenue effective.

1 juli 2002 de mogelijkheid tien dagen betaald adoptieverlof te nemen binnen dertig dagen na inschrijving van het kind in het bevolkings- of vreemdelingenregister. Met deze maatregel worden de eerste schuchtere stappen gezet in de richting van een adoptieverlof voor werknemers in de privésector. Voor zelfstandigen bestaat er geen enkele mogelijkheid om een specifiek adoptieverlof op te nemen.

Dit amendement pleit ervoor de maatregel die in juli 2002 in kracht wordt, om te bouwen tot een volwaardig adoptieverlof, zowel voor de privésector als voor zelfstandigen.

Het amendement ligt in het verlengde van het eerder ingediende wetsvoorstel houdende instelling van een adoptieverlof voor werknemers (stuk Senaat, nr. 1-1259, heringediend onder het nr. 2-122). Op basis van dat wetsvoorstel diende de CD&V-Senaatsfractie verscheidene amendementen in op het wetsontwerp betreffende de verzoening van werkgelegenheid en de kwaliteit van het leven. De amendementen werden stuk voor stuk weggestemd, ondanks de argumentatie van het belang van een specifiek adoptieverlof.

De door de paars-groene regering bij de wet van 10 augustus 2001 ingevoerde tien dagen adoptieverlof schieten sterk tekort voor wat de CD&V als een minimumvereiste beschouwt in het kader van een flexibele of oranje loopbaan. In de congresstekst «De oranje levensloop; want het leven is meer dan werken alleen», goedgekeurd op het congres van Kortrijk (september 2001), werd meer bepaald gepleit voor een specifiek opvoedingskrediet waaronder ook de voorziening valt voor het onthaal van adoptiekinderen. Vanuit de visie van het kind ijvert de CD&V in de congresstekst «Elke relatie telt. Elk kind verdient een warme thuis» voor de nodige maatregelen om de overtuiging «elk kind is gewenst» concreet vorm te geven. Elk kind heeft recht op een warme thuis, in welke gezinssituatie het ook opgroeit.

Met dit amendement willen we verder bijdragen tot een volwaardig adoptieverlof. Bovendien wordt met de toekenning van een adoptieverlof aan zelfstandigen aangezet tot een betere afstemming van verschillende statuten inzake de sociale bescherming en de combinatie van arbeid en leven.

2. De krachtlijnen van het amendement

In de eerste plaats geeft het wetsvoorstel werknemers in de privésector het recht op een adoptieverlof van 8 weken. Het betreft een individueel recht dat zowel aan de adoptievader als aan de adoptiemoeder wordt toegekend.

In de tweede plaats wordt ook voor zelfstandigen de basis gelegd voor een vergoed adoptieverlof. Hiertoe wordt de bestaande regeling voor het moederschapsverlof uitgebreid tot adoptieverlof, zowel voor de adoptiemoeder als voor de adoptievader. Het wetsvoorstel wil zelfstandigen een adoptieverlof van drie weken toekennen, op dezelfde wijze vergoed als het moederschapsverlof.

Indien beide adoptieouders werknemers zijn of wanneer zij beiden zelfstandigen zijn, wordt de mogelijkheid geboden het adoptieverlof op elkaar volgend op te nemen. Minstens één van beide adoptieouders neemt het verlof op vanaf de dag van de inschrijving van het adoptiekind in het bevolkings- of vreemdelingenregister. Één van de adoptieouders kan het adoptieverlof opnemen binnen dertig dagen na het verstrijken van het adoptieverlof van de adoptieouder die het verlof eerst opneemt.

Wanneer het om de opvang van een buitenlands kind gaat, kan het adoptieverlof in afwijking van deze termijn ingaan op de dag van de afreis van de adoptieouder naar het buitenland, op voorwaarde dat bij de terugkeer in België de adoptie tot stand is gekomen.

3. Le congé d'adoption en tant que congé d'attachement

Dans le souci de protéger les intérêts de l'enfant et ceux du travailleur qui s'en occupe, les auteurs du présent amendement plaident en faveur de l'instauration d'un congé d'adoption à part entière.

En effet, il est primordial que les intéressés disposent du temps nécessaire pour accueillir un enfant adopté dans l'optique d'une bonne intégration de celui-ci dans sa nouvelle famille. Une adoption plonge, et l'enfant adopté et le(s) parent(s) adoptif(s), dans une situation toute nouvelle qui nécessite une adaptation de leur part et du temps pour qu'ils puissent développer un lien affectif et se sentir à leur aise ensemble.

Les enfants adoptés sont généralement très jeunes au moment où ils entrent dans la famille adoptive. Il ressort du rapport de « Kind en Gezin » qui a été publié récemment et qui est intitulé « Het kind in Vlaanderen 2000 », qu'en l'an 2000, 245 enfants ont été placés en Flandre par des services d'adoption agréés. Au moment de leur placement, 45,7% des enfants avaient moins d'un an, 26,1% avaient entre 1 et 2 ans et 10,2% entre 2 et 3 ans. L'âge moyen des enfants adoptés était d'un an et demi.

Comme les autres enfants, les enfants adoptés ont besoin d'un environnement dispensateur d'amour, dans lequel on est très attentif à leurs besoins spécifiques et l'on respecte leur personnalité. À cela s'ajoute que les enfants ou les jeunes en question doivent s'habituer à un environnement qui leur est étranger et à des personnes qu'ils ne connaissaient pas.

Les parents adoptifs doivent également s'adapter à la nouvelle situation. Ils doivent apprendre à connaître l'enfant adopté et poser avec lui les fondements d'une relation de confiance. Il faut donc considérer avant tout le congé d'adoption comme un « congé d'attachement ».

Les auteurs du présent amendement estiment que l'on ne peut pas tirer argument de l'existence du droit à un congé parental pour renoncer à l'instauration d'un congé d'adoption spécifique. Le congé parental doit être considéré comme un congé venant s'ajouter au congé d'adoption et non pas comme un congé le remplaçant. Le congé parental vise à permettre aux pères et mères de consacrer plus de temps à l'éducation de leur enfant au cours d'une période déterminée se terminant au moment où il atteint l'âge de 8 ans.

Ils peuvent déterminer eux-mêmes à quel moment il est nécessaire de libérer du temps supplémentaire pour leur enfant, en fonction de ses besoins. De plus, le congé parental est lié à certaines conditions et il n'existe pas, entre autres, pour les travailleurs indépendants.

Il convient, dans ce contexte, de faire une comparaison avec la raison d'être du repos de maternité. Le repos de maternité sert à accueillir le nouveau-né et à lui prodiguer les soins nécessaires, il permet à la mère de se rétablir et, en particulier, de créer un lien véritable et une relation de confiance avec l'enfant.

La nécessité du repos de maternité, non seulement au rétablissement de la mère, mais à l'établissement d'un lien avec l'enfant est attestée par le fait que l'on a prévu la possibilité de prolonger le repos de maternité si, après l'accouchement, la mère a dû séjourner à l'hôpital pendant un certain temps. La psychologie du développement nous apprend que les premiers mois et les premières années de la vie d'un enfant sont cruciaux pour son développement social et émotionnel ultérieur. Le sentiment de sécurité et de confiance qu'il acquiert dans la meilleure hypothèse au cours de cette période joue un rôle clé en l'espèce.

Ainsi la prolongation du congé parental de dix jours à partir du 1^{er} juillet 2002 (loi du 10 août 2001 relative à la conciliation de

3. Adoptieverlof als hechtingsverlof

Vanuit de dubbele optiek van het belang van het kind en van de zorgende werknemer pleiten wij voor de invoering van een volwaardig adoptieverlof.

Tijd hebben voor de opvang van een adoptiekind is namelijk van wezenlijk belang voor een goede integratie van het adoptiekind in zijn of haar nieuwe gezin. Een adoptie brengt zowel het adoptiekind als de adoptieouder(s) in een totaal nieuwe situatie die de nodige aanpassing en tijd vraagt om een affectieve band te ontwikkelen en zich bij elkaar thuis te voelen.

Adoptiekinderen zijn over het algemeen zeer jong op het moment van hun intrede in het adoptiegezin. Uit het onlangs gepubliceerde verslag van Kind en Gezin, « Het kind in Vlaanderen 2000 »⁵ blijkt dat er in 2000 in Vlaanderen 245 kinderen geplaatst werden door erkende adoptiediensten. Op het moment van de plaatsing was 45,7% van de kinderen jonger dan 1 jaar, 26,1% tussen 1 en 2 jaar oud en 10,2% tussen 2 en 3 jaar oud. De gemiddelde leeftijd van de adoptiekinderen bedroeg 1,5 jaar.

Net zoals andere kinderen hebben adoptiekinderen behoefte aan een liefdevolle omgeving, met veel aandacht voor hun specifieke noden en met respect voor hun eigen persoonlijkheid. Voor deze kinderen of jongeren komt daarbij dat zij moeten wennen aan een omgeving die hen vreemd is en aan mensen die zij voordien niet kenden.

Ook voor de adoptieouders vergt de nieuwe situatie aanpassing. Zij moeten het adoptiekind leren kennen en er een vertrouwensbasis mee opbouwen. Het adoptieverlof dient dan ook in de eerste plaats te worden beschouwd als « hechtingsverlof ».

Het bestaan van het recht op ouderschapsverlof vinden wij geen argument om af te zien van de instelling van een specifiek adoptieverlof. Het ouderschapsverlof dient te worden beschouwd als complementair aan het adoptieverlof en niet als een vervanging ervan. Het ouderschapsverlof strekt ertoe vaders en moeders in de gelegenheid te stellen meer tijd te besteden aan de opvoeding van hun kind in een specifieke periode, tot het kind de leeftijd van 8 jaar heeft bereikt.

Zij kunnen zelf beslissen wanneer het nodig is die extra tijd voor hun kind vrij te maken, afhankelijk van zijn of haar noden. Bovendien is het ouderschapsverlof aan bepaalde voorwaarden gebonden en bestaat het onder meer niet voor zelfstandigen.

Het past in dit kader wel een vergelijking te maken met de bestaansredenen van het moederschapsverlof. Het moederschapsverlof dient voor de opvang en verzorging van het pasgeboren kind, voor het herstel van de moeder en in het bijzonder voor het opbouwen van een hechte band en een vertrouwensrelatie tussen moeder en kind.

Dat het moederschapsverlof niet enkel noodzakelijk is voor het herstel van de moeder, maar ook voor de band met het kind, blijkt uit de mogelijkheid het moederschapsverlof te verlengen, indien de moeder na de bevalling een periode in het ziekenhuis heeft moeten verblijven. De ontwikkelingspsychologie leert dat de eerste levensmaanden en -jaren van een kind cruciaal zijn voor zijn of haar verdere sociale en emotionele ontwikkeling. Het gevoel van veiligheid en vertrouwen dat dan opgebouwd wordt speelt daarbij een sleutelrol.

Derhalve is de verlenging van het vaderschapsverlof tot tien dagen met ingang van 1 juli 2002 (wet van 10 augustus 2001

l'emploi et de la qualité de vie) est une bonne idée. Les pères doivent avoir plus de temps pour s'occuper de leurs enfants, ans des périodes particulières mais également sur une base quotidienne.

Le congé d'adoption proposé relève d'un droit individuel. Cette disposition vise à soutenir plus particulièrement les pères adoptifs dans leur engagement à assumer des tâches familiales.

Il va de soi que la nécessité pour des parents adoptifs de disposer de temps pour pouvoir accueillir un enfant adopté se manifeste dans diverses situations familiales et professionnelles. C'est dans ce contexte qu'il faut envisager la proposition d'octroyer un congé d'adoption aux travailleurs indépendants. Le bénéfice de ce congé d'adoption devra être étendu à terme, tout comme le bénéfice du repos de maternité pour les indépendants.

4. Les réglementations existantes

La possibilité qui est donnée aux travailleurs salariés du secteur privé de prendre un congé d'adoption de dix jours à partir du 1^{er} juillet 2002 ne suffit pas. Cette durée n'est pas proportionnelle à l'importance dudit congé.

Le congé d'accueil spécifique en vue de l'adoption et de la tutelle officielle auquel ont déjà droit les agents de l'État et le personnel enseignant couvre une plus longue période. Les agents de l'État ont droit à un congé d'accueil lorsque l'enfant recueilli dans le foyer a moins de dix ans. Il est de six semaines au plus si l'enfant n'a pas encore trois ans et de quatre semaines au plus s'il a plus de trois ans (arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'État et aux absences pour convenance personnelle). Depuis le 1^{er} septembre 1994, le personnel enseignant peut prétendre, sous les mêmes conditions, à un congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle (arrêté du gouvernement flamand du 9 novembre 1994 relatif au congé d'accueil en vue d'une adoption ou d'une tutelle officielle, accordé aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, *Moniteur belge* du 21 janvier 1995).

Dans divers pays voisins, les parents adoptifs ont la possibilité de prendre un congé d'adoption de plusieurs semaines ou des initiatives allant dans ce sens sont en discussion. C'est ainsi qu'en France, le congé d'adoption est de dix semaines, à compter du jour où l'enfant adopté a été recueilli dans la famille. Au Luxembourg, il existe un congé similaire d'une durée de huit semaines pour les travailleurs salariés. Au Danemark, le régime de congé en cas d'adoption est identique au régime des congés de maternité et de paternité. En Norvège, les deux parents adoptifs ont droit, ensemble, à 37 semaines de congé d'adoption, dont ils doivent chacun prendre effectivement quatre semaines. Aux Pays-Bas, la loi «*arbeid in zorg*» est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2001. Cette loi accorde aux deux parents adoptifs le droit à quatre semaines de congé d'adoption rémunéré. Le congé peut aussi, dans certains cas, y être pris par des parents qui accueillent un enfant au sein de leur famille.

Le § 1^{er} accorde un congé de huit semaines au plus au travailleur qui accueille chez lui un enfant qu'il a adopté. Des conventions de travail individuelles ou collectives peuvent toutefois prévoir des dispositions plus favorables. Le congé d'adoption pour travailleurs salariés relève d'un droit individuel. Cette disposition vise en particulier à encourager les pères adoptifs à assumer des tâches familiales. La nouvelle réglementation sera inscrite à l'article 30, § 3, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Les alinéas 2 et 3 fixent le délai dans lequel le travailleur salarié doit prendre le congé d'adoption.

betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven) een stap in de goede richting. Vaders moeten meer tijd krijgen voor de omgang met hun kinderen, in specifieke periodes, maar ook op dagelijkse basis.

Het voorgestelde adoptieverlof betreft een individueel recht. Deze bepaling wil in het bijzonder adoptievaders ondersteunen in hun engagement om zorgtaken op te nemen binnen het gezin.

Het belang van tijd voor de opvang van adoptiekinderen geldt uiteraard in verschillende gezin- en werksituaties van adoptieouders. In die context moet de voorziening van een adoptieverlof voor zelfstandigen geplaats worden. Dat adoptieverlof moet op termijn uitgebreid worden, zoals ook het moederschapsverlof voor zelfstandigen uitgebreid moet worden.

4. De bestaande regelingen

De mogelijkheid voor werknemers in de privésector om vanaf 1 juli 2002 een adoptieverlof van tien dagen op te nemen is onvoldoende en staat niet in verhouding tot het belang van adoptieverlof.

Het specifieke opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij waar rijksambtenaren en het onderwijzend personeel reeds recht op hebben, behelst een langere periode. Rijksambtenaren hebben recht op een opvangverlof wanneer het kind dat in het gezin wordt opgenomen jonger is dan tien jaar. Het opvangverlof bedraagt ten hoogste zes weken wanneer het kind nog geen drie jaar oud is en ten hoogste vier weken wanneer het kind ouder is dan driejaar (koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheden). Het onderwijzend personeel heeft sinds 1 september 1994 onder dezelfde voorwaarden recht op een opvangverlof voor adoptie en pleegvoogdij (besluit van de Vlaamse regering van 9 november 1994 betreffende het opvangverlof voor de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra met het oog op adoptie en pleegvoogdij, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1995).

In verschillende ons omringende landen hebben adoptieouders de mogelijkheid een adoptieverlof van verscheidene weken op te nemen of liggen initiatieven in die zin ter tafel. Zo bedraagt het adoptieverlof in Frankrijk tien weken, te rekenen van de dag waarop het geadopteerde kind in het gezin is opgenomen. In Luxemburg bestaat een gelijkaardig verlof voor werknemers met een duur van acht weken. In Denemarken is de verlofregeling bij adoptie gelijk aan de regeling van het moederschaps- en vaderschapsverlof. In Noorwegen hebben beide adoptieouders samen recht op 37 weken adoptieverlof, waarvan zij elk effectief 4 weken moeten opnemen. In Nederland trad op 1 december 2001 de wet van arbeid en zorg in werking. Die wet geeft aan beide adoptieouders het recht op 4 weken betaald adoptieverlof. Het verlof kan er in bepaalde gevallen ook opgenomen worden door ouders die een pleegkind in hun gezin opnemen.

Artikel 2 kent een verlof van maximaal acht weken toe aan een werknemer die een door hem geadopteerd kind in zijn huis opneemt. Individuele of collectieve arbeidsovereenkomsten kunnen evenwel in gunstigere bepalingen voorzien. Het adoptieverlof voor werknemers betreft een individueel recht. Deze bepaling wil in het bijzonder adoptievaders aanmoedigen om zorgtaken binnen het gezin op te nemen. De nieuwe regeling wordt ingeschreven in artikel 30, § 3, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het tweede en het derde lid bepalen binnen welke periode de werknemer het adoptieverlof dient op te nemen.

L'alinéa 4 détermine de quelle manière le travailleur salarié doit prévenir son employeur pour pouvoir bénéficier du droit au congé d'adoption.

L'alinéa 5 définit la protection particulière contre le licenciement dont jouit le travailleur qui bénéficie d'un congé d'adoption. Cette protection est analogue à celle de la travailleuse salariée pendant le repos de maternité.

L'alinéa 6 dispose que la rémunération accordée au cours du congé d'adoption est égale à celle qui est accordée au cours du repos de maternité.

Le §2 institue le droit au congé d'adoption pour les travailleurs indépendants, dont la durée est de trois semaines comme la durée du repos de maternité pour les travailleurs indépendants. Il s'agit d'un droit individuel tant pour la mère adoptive que pour le père adoptif. En ce qui concerne la réglementation en matière d'incapacité de travail, ils sont traités sur un pied d'égalité avec la mère indépendante en cas d'accouchement. L'enfant adopté et le(s) parent(s) adoptif(s) peuvent ainsi poser les fondements d'une relation de confiance et créer un environnement familial à part entière.

Cette nouvelle réglementation sera inscrite à l'article 12bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, qui règle le repos de maternité des travailleuses indépendantes. Le § 1^{er} de l'article 12bis reproduit la disposition sur le repos de maternité qui est déjà applicable en faveur des travailleuses indépendantes.

Le § 2 de l'article 12bis proposé règle le congé d'adoption pour les travailleurs indépendants. Le § 3 fixe le montant de la rémunération qui est versée au cours du congé d'adoption pour les travailleurs indépendants; il est égal à celui de la rémunération forfaitaire qui est déjà accordée aux travailleuses indépendantes en matière de congé de maternité.

N° 8 DE M. STEVERLYNCK ET CONSORTS

Art. 96bis (nouveau)

Dans le titre VII, insérer un chapitre I^{er}bis intitulé :

« Réduction d'impôt pour l'acquisition d'actions ou de parts de l'employeur et pour épargne-pension », insérer un article 94bis, libellé comme suit :

« Art. 96bis. — Dans l'article 145/7 dernier alinéa, du même Code, le chiffre « 500 » est remplacé par le chiffre « 625 ». ».

Justification

Par l'arrêté royal du 10 novembre 2005 modifiant, en ce qui concerne l'épargne-pension, l'arrête royal/CIR 92 (*Moniteur belge* du 18 novembre 2005, 3e édition, 49 723), le Roi a porté le montant pour l'épargne-pension de 500 à 625 euros. En vertu de l'article 145/1 du CIR 92, la réduction pour épargne-pension ne peut être cumulée avec la réduction pour la libération d'actions ou parts de l'employeur en vertu de l'article 145/1, 4°, du CIR 92.

Het vierde lid bepaalt op welke wijze de werknemer zijn werkgever op de hoogte moet brengen om het recht op adoptieverlof te genieten.

Het vijfde lid specificeert de bijzondere bescherming tegen ontslag die verleend wordt aan de werknemer die een adoptieverlof geniet. Die bescherming is gelijkaardig aan die van een werkneemster tijdens het moederschapsverlof.

Het zesde lid bepaalt dat de vergoeding tijdens het adoptieverlof gelijk is aan die welke in het kader van het moederschapsverlof wordt toegekend.

Artikel 3 creëert het recht op adoptieverlof voor zelfstandigen, dat net als het moederschapsverlof voor zelfstandigen drie weken bedraagt. Het betreft een individueel recht voor zowel de adoptiemoeder als de adoptievader. Zij worden op het vlak van de arbeidsongeschiktheidsregeling gelijkaardig behandeld als een zelfstandige moeder bij een bevalling. Zo kunnen het adoptiekind en de adoptieouder(s) een vertrouwensbasis en een volwaardige gezinssituatie opbouwen.

Deze nieuwe regeling wordt ingeschreven in artikel 12bis van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 dat het moederschapsverlof voor zelfstandigen regelt. Paragraaf 1 van artikel 12bis herneemt de regeling voor het moederschapsverlof die nu reeds van kracht is voor vrouwelijke zelfstandigen.

De voorgestelde paragraaf 2 regelt het adoptieverlof voor zelfstandigen. Paragraaf 3 bepaalt de uitkering voor het adoptieverlof voor zelfstandigen; ze is gelijk aan de bestaande forfaitaire vergoeding voor het moederschapsverlof voor zelfstandig.

Wouter BEKE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Sabine de BETHUNE.

Nr. 8 VAN DE HEER STEVERLYNCK C.S.

Art. 96bis (nieuw)

In titel VII, een hoofdstuk Ibis(nieuw) invoegen, met als opschrift :

« Belastingvermindering voor het verwerven van werkgeversaandelen en voor pensioensparen », luidende :

« Artikel 96bis. — In artikel 145⁷, laatste lid van hetzelfde Wetboek wordt het getal « 500 » vervangen door het getal « 625. ».

Verantwoording

Bij koninklijk besluit van 10 november 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit/WIB 1992 op het stuk van het pensioensparen, *Belgisch Staatsblad* van 18 november 2005, derde uitg., 49 723, heeft de Koning het bedrag voor het pensioensparen verhoogd van 500 euro tot 625 euro. Ingevolge artikel 145¹⁴ kan de vermindering van het pensioensparen niet samen met de vermindering van de werkgeversaandelen ingevolge artikel 145¹, 4° worden verkregen.

Tant l'article 145/7, en ce qui concerne les actions ou parts de l'employeur, que l'article 145/8 du CIR 92, en ce qui concerne l'épargne-pension, prévoient la même possibilité, pour le Roi, de porter le montant de 500 euros à 1 000 euros au plus.

Il ressort clairement de l'ensemble de ces dispositions que le législateur a toujours eu l'intention d'accorder une réduction d'impôts d'un même montant aux contribuables qui acquièrent des actions ou parts de leur employeur et à ceux qui recourent à l'épargne-pension. Le présent amendement rétablit le traitement égal auquel l'arrêté royal du 10 novembre 2005 a porté préjudice. Les articles 94bis à 94quinquies remplacent le contenu de l'arrêté royal, de sorte que ce dernier est abrogé.

N° 9 DE M. STEVERLYNCK ET CONSORTS

Art. 96ter (nouveau)

Insérer dans le chapitre I^{er}bis susvisé un article 96ter, libellé comme suit :

« Art. 96ter. — Dans l'article 145/8, alinéa 2, du même Code, le chiffre « 500 » est remplacé par le chiffre « 625. »

Justification

Voir l'amendement n° 8.

N° 10 DE M. STEVERLYNCK ET CONSORTS

Art. 96quater (nouveau)

Insérer dans le chapitre I^{er}bis susvisé un article 96quater, libellé comme suit :

« Art. 96quater. — L'arrêté royal du 10 novembre 2005 modifiant, en ce qui concerne l'épargne-pension, l'arrête royal/CIR 92, est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 8.

N° 11 DE M. STEVERLYNCK ET CONSORTS

Art. 96quinquies (nouveau)

Insérer dans le chapitre I^{er}bis susvisé un article 96quinquies, libellé comme suit :

Art. 96quinquies. — Le présent chapitre entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2006. »

Zowel artikel 145⁷ inzake werkgeversaandelen en artikel 145⁸ inzake pensioensparen voorzien in dezelfde mogelijkheid voor de Koning om het bedrag van 500 euro te verhogen tot ten hoogste 1 000 euro.

Uit het geheel van deze bepalingen blijkt duidelijk dat de wetgever steeds de bedoeling heeft gehad eenzelfde bedrag aan belastingvermindering te verlenen aan de belastingplichtigen die werkgeversaandelen verwerven dan wel zij die aan pensioensparen doen. Het amendement herstelt de gelijke behandeling waaraan het koninklijk besluit van 10 november 2005 afbreuk doet. De artikelen 96bis tot 96quinquies vervangen inhoudelijk het koninklijk besluit zodat dit laatste wordt opgeheven.

Nr. 9 VAN DE HEER STEVERLYNCK C.S.

Art. 96ter (nieuw)

In voornoemd hoofdstuk Ibis, een artikel 96ter invoegen, luidende :

« Art. 96ter. — In artikel 145⁸, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt het getal « 500 » vervangen door het getal « 625. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 8.

Nr. 10 VAN DE HEER STEVERLYNCK C.S.

Art. 96quater (nieuw)

In voornoemd hoofdstuk Ibis een artikel 96quater invoegen, luidende :

« Art. 96quater. — Het koninklijk besluit van 10 november 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit/WIB 1992 op het stuk van het pensioensparen wordt opgeheven. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 8.

Nr. 11 VAN DE HEER STEVERLYNCK C.S.

Art. 96quinquies (nieuw)

In het voornoemd hoofdstuk Ibis een artikel 96quinquies invoegen, luidende :

Art. 96quinquies. — Dit hoofdstuk treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2006. »

Justification

Voir l'amendement n° 8.

N° 12 DE M. **VANDENBERGHE** ET CONSORTS

Art. 121-127

Dans le titre VII, supprimer le chapitre VII proposé, intitulé «TVA — Mesure anti-abus de droit».

Justification

— Voir, dans l'arrêt 72/2005 du 20 avril 2005 de la Cour d'arbitrage, en particulier les considérants B.7, B.9.3, B.10.1, B.10.2, B.11.2, B.12.2, B.12.3, B.12.4, B.13.2, B.13.3, B.13.4.

— Voir également l'avis du Conseil d'État.

N° 13 DE M. **STEVERLYNCK** ET CONSORTS

Art. 129

Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 129. — L'article 128 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge. »

Justification

Le Conseil d'État a été d'avis qu'une entrée en vigueur rétroactive ne se justifiait pas (doc. Chambre 51-2097/1, p. 215).

Effectivement, l'entrée en vigueur rétroactive d'une loi à caractère répressif nuit à la sécurité juridique.

Verantwoording

Zie amendement nr. 8.

Jan STEVERLYNCK.
Etienne SCHOUPPE.
Hugo VANDENBERGHE.

Nr. 12 VAN DE HEER **VANDENBERGHE** C.S.

Artt. 121-127

In Titel VII, het voorgestelde Hoofdstuk VII «BTW-Anti-misbruikmaatregel» doen vervallen.

Verantwoording

— Zie overwegingen Arrest 72/2005 van 20 april 2005 van het Arbitragehof inzonderheid overwegingen B.7, B.9.3, B.10.1, B.10.2, B.11.2, B.12.2, B.12.3, B.12.4, B.13.2, B.13.3, B. 13.4.

— Zie eveneens advies Raad van State.

Hugo VANDENBERGHE.
Etienne SCHOUPPE.
Jan STEVERLYNCK.

Nr. 13 VAN DE HEER **STEVERLYNCK** C.S.

Art. 129

Het voorgestelde artikel 129 vervangen als volgt :

« Art. 129. — Het artikel 128 treedt in werking op de dag van de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad. »

Verantwoording

De Raad van State oordeelde dat een retroactieve inwerkingtreding niet gerechtvaardigd was. (DOC 51-2097/1 p. 215).

Het is inderdaad zo dat de retroactieve inwerkingtreding van een wet met repressief karakter de rechtszekerheid niet ten goede komt.

Jan STEVERLYNCK.
Etienne SCHOUPPE.
Hugo VANDENBERGHE.